



HAL
open science

Exploration, colonisation et décolonisation dans l'entre-deux-guerres français

Dominique Lejeune

► **To cite this version:**

Dominique Lejeune. Exploration, colonisation et décolonisation dans l'entre-deux-guerres français. Licence. Université ouverte de Besançon, Mardi 23 février 2021 de 18h à 19h30 (en visioconférence), dans le cadre des “ Mardis des Savoirs à partager ”, France. 2021, pp.49. halshs-03150444

HAL Id: halshs-03150444

<https://shs.hal.science/halshs-03150444>

Submitted on 23 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

Exploration, colonisation et décolonisation dans l'entre-deux-guerres français

Université de Besançon, Mardi 23 février 2021 de 18h à 19h30 (en visioconférence),
dans le cadre des « Mardis des Savoirs à partager »

par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr

Fin de l'exploration ? Mais c'est l'époque des croisières Citroën, le temps de Jean-Baptiste Charcot et d'Alexandra David-Neel ! À coup sûr colonisation, qui pour la France s'achève dans les années 30 quelque part en Mauritanie, et début de la décolonisation, à la fois par la naissance de vigoureux mouvements nationalistes, réprimés, et par les louables efforts du Front Populaire.

D.Lejeune, *Les Sociétés de Géographie en France, dans le mouvement social et intellectuel du XIXe siècle*, thèse d'État 1987. Une version intégrale, numérique et actualisée de la version universitaire est disponible (gratuitement !) sur demande à l'auteur. Une réédition « du bicentenaire ». Domilejeun@aol.com

D.Lejeune, *Les sociétés de Géographie en France et l'expansion de l'Europe au 19e siècle*, Albin Michel, 1993, collection « Bibliothèque Albin Michel, Histoire », 236 p. Édition résumée de ma thèse. 18,60 €

I. Exploration et Sociétés de Géographie

- C'est l'époque de... (exploration)
- Les Sociétés de Géographie

II. L'immobilisme apparent de l'empire colonial français dans les années vingt : « l'étrange apogée de l'empire colonial français »

1. Retour sur les colonies françaises et la Première Guerre mondiale
2. Les prémices d'une ère nouvelle dans l'histoire coloniale mondiale
3. L' « expansion coloniale » des uns et des autres en difficulté au M-O
4. La France et les Français face aux colonies, dans les années 20
5. L'économie et la société des colonies françaises
6. La préhistoire des nationalismes dans les années 20

III. Dans les années 30, fin de la colonisation et prémisses de la décolonisation

1°) La fin de la conquête coloniale

- La bonne conscience coloniale mondiale
- La politique coloniale française est-elle singulière ?

2°) Les débuts de la décolonisation dans l'empire français ?

- Au Maghreb

- Au Levant
- Afrique subsaharienne et Madagascar
- En Indochine

I. Exploration et Sociétés de Géographie

□ C'est l'époque de... (exploration)

C'est l'époque des **croisières Citroën** dirigées par Georges-Marie Haardt (1884-1932) et Louis Audoin-Dubreuil (1887-1960) — la **Croisière noire** en Afrique subsaharienne (1924-1925), avec traversée du Sahara, et la **Croisière jaune** en Asie (1931-1932), de Beyrouth à Pékin — de **Théodore Monod** (1902-2000) qui explore le Sahara, de **Roald Amundsen** (1872-1928) qui survole le pôle Nord en avion en 1925, en dirigeable avec **Umberto Nobile** (1885-1978) en 1926 et essaie de sauver en hydravion Nobile au Spitzberg en 1928, pour finalement y trouver la mort. Ce sont aussi la mission Algérie-Tombouctou-Sénégal de 1932 et l'expédition au Hoggar de 1935.

C'est le temps de **Jean-Baptiste Charcot** (1867-1936), une « brute de navigateur », comme il dit lui-même, qui recherche en 1928 Amundsen, s'implique dans l'implantation de la station française du Scoresby Sund, installe le jeune **Paul-Émile Victor** (1907-1995) au Groenland, et qui fait avec son cacochyme *Pourquoi-Pas ?* naufrage près de l'Islande. Retrouvé, son corps est inhumé après des funérailles nationales le 12 octobre 1936. Mais Charcot a suscité contre lui deux courants de critiques, l'un venant de la Marine nationale, l'autre de l'Université ¹.

N'oublions pas **les femmes** : ce sont les dernières années du périple d'**Alexandra David-Néel** (1868-1969) en Asie centrale (séjour à Lhassa, Tibet, en 1924, le visage barbouillé de suie), le temps de son retour en France, avec de grands cycles de conférences en Europe. À la fin des années 30, elle repart pour l'Asie, en passant par le territoire de l'URSS et arrive en Chine au début de l'invasion japonaise, dont elle voit de près les abominations ².

On pourrait ajouter le grand **aventurier Henry de Monfreid** (1879-1974), dans la Corne de l'Afrique.

¹ Colloque Jean-Baptiste Charcot (2006), *La Géographie*, décembre 2007 ; S.Kahn, *Jean-Baptiste Charcot, pionnier des mers polaires*, Glénat/La Société de Géographie, 2008, 319 p. ; S.Kahn, *Jean-Baptiste Charcot, explorateur des pôles. Les documents inédits*, Glénat, 2015, 176 p. ; N.Mingasson, A.Voltz & V.Gaullier, *L'Aventure des pôles. Charcot, explorateur visionnaire*, Larousse, 2017, 223 p. ; H.Quéffelec, *Le grand départ. Charcot et le Pourquoi pas ?*, Éditions des régionalismes, 2017, 231 p.

² N.Broc, *Dictionnaire illustré des explorateurs français du XIXe siècle*, CTHS, 1988-1999, 4 vol., vol. Asie, pp. 124-127 ; J.Désiré-Marchand, *Alexandra David-Néel. Vie et voyages. Itinéraires géographiques et spirituels*, Arthaud, 2009, 704 p. ; O.Deshayes, *Alexandra David-Néel. L'Asie passionnément, 1868-1969*, L'Harmattan, 2020, 224 p.

□ Les Sociétés de Géographie

Pour **les Sociétés de Géographie**, multiples depuis plusieurs décennies, l'entre-deux-guerres devint comme pour d'autres organismes — comment ne pas songer au parti radical de Serge Berstein ¹ ? — le temps d'une **pathétique tentative de retour à un âge d'or situé à la Belle Époque**, ou plutôt un peu auparavant, tentative qui va s'avérer être vaine. L'entre-deux-guerres fut au contraire la démonstration par l'absurde de l'inanité des efforts entrepris et le signe pertinent de **l'inadaptation de la géographie des « sociétés de pensée » aux ruptures d'un siècle décidément bien nouveau**. Pour les Sociétés de Géographie, l'après-guerre et l'entre-deux-guerres sont le temps de **l'assoupissement** ².

Les recettes subissent une diminution drastique : les donations et les subventions officielles se raréfient et s'amenuisent, les substantielles donations de la fin du XIXe siècle et de la Belle Époque sont réduites par l'inflation et l'existence du franc « quat' sous ». Naturellement, les **difficultés financières** réduisent la possibilité de promouvoir ou de prendre en charge de véritables missions d'exploration : il ne s'agit plus dans l'entre-deux-guerres que de subventions à des missions relativement secondaires, en quelque sorte une collaboration très symbolique, un simple patronage scientifique et moral. Pourtant, à la même époque, la Société de Géographie de Londres trouve chaque année un voyageur ou une expédition scientifique à distinguer ³.

Désormais, la **publication de la Société de Géographie, *La Géographie*, s'ouvre à tous les « mondains »** qui se mettent à courir un monde rétréci par les progrès des moyens de transport. Les sujets abordés n'ont très souvent qu'un rapport lointain avec la géographie coloniale ou la géographie universitaire introduite à la Belle Époque.

L'ère de la découverte du monde étant, pense-t-elle, pour de bon close avec la naissance du XXe siècle, la Société de Géographie de Paris ne sait plus guère... à qui décerner sa grande médaille après la Première Guerre mondiale, aussi certaines des attributions sont-elles mondaines ou superflues, alors qu'il n'en est pas de même à Londres, par exemple. En 1918, Paris récompense le commandant Jean Tilho (1875-1956), qui a fini d'explorer la région nouvellement conquise du Tchad, en 1923 le Hongrois, naturalisé britannique, Marc Aurel Stein (1862-1943)

¹ S.Berstein, *Histoire du Parti radical*, thèse, FNSP, 2 vol., 1980 et 1982, 487 et 667 p.

² Évidemment détaillé dans Dominique Lejeune, *Les Sociétés de Géographie en France et l'expansion de l'Europe au 19e siècle*, Albin Michel, 1993, collection « Bibliothèque Albin Michel, Histoire », 236 p., rééditions numériques. Une version intégrale, numérique et actualisée de la version universitaire est disponible sur demande à l'auteur.

³ Entre 1934 et 1952, la Société française ne délivre même aucune médaille ni de grand prix.

pour ses explorations de l'Asie centrale, déjà honoré par Londres, sa capitale d'accueil, en... 1909. En 1925 c'est le tour du baron Adrien de Gerlache de Gomery (1866-1934), qui dirigea plusieurs expéditions belges dans l'Antarctique à la fin du XIXe et au début du XXe siècle. Beaucoup moins justifiée par des raisons géographiques fut la médaille d'Émile Bruneau de Laborie (1871-1931), bien plus chasseur, duelliste et aviateur qu'explorateur, qui avait traversé l'Afrique du Cameroun au Caire. On peut en dire autant pour celle qui est décernée à l'expédition Citroën Centre-Asie en 1933. **Pourtant, à la même époque, la Société de Géographie de Londres trouve chaque année un voyageur ou une expédition scientifique à distinguer.** Entre 1934 et 1952, la Société ne délivre même aucune médaille ni de grand prix.

Comme l'ancien *Bulletin de la Société de Géographie*, expression d'ailleurs conservée en sous-titre, *La Géographie* avait suivi de près les explorations et les missions avant la Grande Guerre, et lié un peu partie avec la géographie universitaire. Désormais, la publication s'ouvre à tous les « snobs » et « mondains » qui se mettent à courir un monde rétréci par les progrès des moyens de transport. Les sujets abordés n'ont très souvent qu'un rapport lointain avec la géographie coloniale ou la géographie universitaire introduite à la Belle Époque : impressions de voyage en Grèce et en Turquie (Mme Line-Candilly en 1925), la Crète d'aujourd'hui et la Crète d'autrefois (Marthe Oulié, 1901-1941, et Mariel Jean-Brunhes, 1905-2001, en 1926), autant que l'esprit d'aventure chez les Normands (Le Jemtel, 1927), Volubilis (Salesses), Palmyre (Édouard Dhorme, 1881-1966), tel séjour en Roumanie (par le grand voyageur Pierre Lyautey, neveu du maréchal, 1928) ou voyage présidentiel au Maroc (Stanislas Reizler, 1931), sans parler du séjour de l'inégalable Mme Vassal en Roussillon (1931).

Nouvelle existence, donc, que celle de l'entre-deux-guerres. Dure, piètre, voire débile existence, mais je remarque que **l'entre-deux-guerres est un temps de déclin pour beaucoup de Sociétés de Géographie, à l'exception de celle de Londres**, vis-à-vis de laquelle les Sociétés françaises se font « suivistes » quant aux récompenses qu'elles accordent.

L'essentiel me paraît être l'évolution très nette du contenu de *La Géographie* dans les années vingt et trente, rompant avec le courant universitaire car relativement vidalien de la Belle Époque : une orientation vers le tourisme, le pittoresque et l'exotisme. Il faut dire que **les grands intellectuels du voyage adhèrent éventuellement — cas d'André Gide en 1926 juste avant son *Voyage au Congo*, avec le cinéaste Marc Allégret (juillet 1926-mai 1927), et de Malraux en 1934 — mais aucun d'eux n'écrit dans *La Géographie*.** Les difficultés financières conduisent aussi à vouloir transformer la revue afin de diminuer son coût et

d'attirer un public plus large : de manière significative, en *Terre. Air. Mer, La Géographie* n'étant plus qu'un sous-titre.

Le *Bulletin de la Société de Géographie* foisonne de « descriptions poétiques ». Ainsi, Madame Frémont, artiste-peintre, qui lors d'une conférence le 23 décembre 1932, s'émerveille devant Bagdad : « Bagdad ! Quelle douceur ! Quelle tendresse dans les teintes roses et grises... » La nature est toujours « aimable » et porte à la rêverie. Le mythe de la *congàï*, de la femme facile, fait rêver une partie des lecteurs, mais la forêt africaine et la jungle indochinoise laissent un sentiment de délicieux effroi à l'Européen qui les traverse et surtout à celui qui lit le récit. L'Afrique « cruelle » et « sauvage » suggère l'anthropophagie tandis que la nature indochinoise connote la fourberie, l'insensibilité du « jaune » : la civilisation française doit domestiquer cette nature et ces populations hostiles.

Pour la **Société de Géographie commerciale**, on se trouve face à la conséquence ultime de la vogue de la géographie utilitaire, qui explique l'évolution du bulletin, devenu en 1930 *Revue économique française publiée par la...* Mais, l'évolution touristique et mondaine n'est pas aussi marquée, avant et après 1930, qu'à la Société de l'avenue d'Iéna. Un certain niveau scientifique de bon aloi est même discernable, il est assez élevé dans le domaine économique, avec une inévitable connotation coloniale : une attention économique est fortement portée par la Société de Géographie commerciale aux colonies françaises, dans le cadre de ce qui est désormais pour tout un chacun la « plus grande France », expression créée par Jacques Léotard, secrétaire général de la Société de géographie de Marseille (1869-1940), je le rappelle. Il n'est pas étonnant, par conséquent, que la solution de prédilection à la Crise soit pour cette association l'exploitation de l'Eurafrrique. N'exagérons toutefois pas le niveau scientifique des publications de la « Commerciale » : dans la livraison de juin 1935 (1) on trouve à la fois des éloges assez petits-bourgeois de l'économie libérale, dans le cadre des « paroles de bon sens », citations publiées régulièrement à partir de 1933, et un article dithyrambique sur l'agriculture soviétique !

Chèvre et chou sont d'une autre manière ménagés à Lille, où l'évolution de la Société de Géographie vers une géographie universitaire, notamment sous l'impulsion de Maximilien Sorre (1880-1962), secrétaire général à partir de 1923, parvient mal à dissimuler un courant d'évolution très semblable à ce qui s'est passé à Paris. Certes, la mise sur pied de « causeries radiophoniques » à partir de 1937 sur les ondes de Radio-PTT-Nord n'était pas un mal en soi, et c'était conforme au vieil idéal de vulgarisation, mais un H.Bottu pérorer « sur l'organisation d'un raid

1 De la *Revue économique...*, donc.

cynégétique d'amateur au Soudan » 1 et le voyage, davantage que le raid, forme le fond de la publication : « Voyage aux Indes néerlandaises », « Promenades régionales », et autres « Considérations sur le voyageur », toujours en 1937. Je pourrais donner d'autres exemples régionaux, languedociens ou autres, qui montrent l'importance des articles et conférences exotiques dans l'entre-deux-guerres, dire qu'à Alger la permanence des traits archéologiques et militaires n'exclut nullement le tourisme ni même le spiritisme. Mais il faut bien dire qu'une telle évolution ne se retrouve nullement dans une revue étrangère depuis longtemps aussi importante que le *Geographical Journal* de la Royal Geographical Society. Qu'en est-il, justement, en France, de l'image et de l'ombre de l'étranger ?

L'innovation de l'entre-deux-guerres vient de l'exaltation de la « sœur latine », et d'abord parce que l'Italie colonise en Afrique, apportant la *pax romana* à la Libye, où désormais... une femme peut voyager seule ! L'installation de postes avancés de l'armée italienne sur les ruines de tel ancien fort romain (Gheriat-esc-Scerghia) ou de tel *oppidum* (Gheriat-el-Garbia) marque, pour Marguerite Verdat (1893-1971), la continuité entre l'antique Rome et l'Italie fasciste 2. **Marcel Monmarché** (1872-1945) affirme qu'à Tripoli « le nouveau maître [il s'agit bien sûr de l'Italie] s'est borné à assainir, à assurer l'hygiène » : on connaît la vogue du mot dans la Rome fasciste 3. La Société italienne de Bonification agricole symbolise la civilisation apportant l'eau au désert et y permettant la culture. Marcel Monmarché ajoute « qu'il convient de louer sans restriction l'effort tenace des Italiens pour faire renaître Leptis, non de ses cendres, mais de son linceul de sable. » Pour les Italiens, « il ne s'agit pas là seulement de passion archéologique, mais de la volonté de faire revivre le passé qui est le leur et de relier ce passé au présent. » 4 En 1935 Manette de Lyée de Belleau (1873-1957) « flanant » en Cyrénaïque est impressionnée par l'œuvre des Italiens, pourtant « tard venus dans la carrière de colonisateur ». Mais « il faut se rappeler qu'ils ne font que reprendre l'œuvre de leurs ancêtres romains, ces grands bâtisseurs de l'Antiquité » 5 !

Le plus grand chantre de l'Italie mussolinienne sera cependant Marie-Édith de Bonneuil, journaliste mauricienne et correspondant de guerre pendant la conquête de l'Éthiopie. Dès 1934 elle avait exalté dans *La Géographie* l'Italie fasciste en Afrique ; à l'assemblée générale du 28 mai 1937 elle fait une conférence

1 Conférence résumée dans le *Bulletin de la Société de Géographie de Lille*, 1937, pp. 137-138.

2 Marguerite Verdat, « Dans le désert tripolitain », *La Géographie*, 1932, pp. 95-118 & 183-206.

3 Marcel Monmarché, « Une semaine en Tripolitaine », *La Géographie*, 1932, p. 128.

4 *La Géographie*, 1932, p. 142. Arrivant au port de Tripoli en compagnie du comte Giuseppe Volpi (1877-1947), nommé gouverneur de Tripolitaine, Marcel Monmarché eut l'impression d'assister « au débarquement d'un proconsul romain sur le rivage de Numidie ».

5 Mme de Lyée de Belleau, « Oasis de Libye. Cyrénaïque », *La Géographie*, 1935, p. 362.

sur la guerre d'Éthiopie, à l'issue de laquelle l'ambassadeur d'Italie lui remet la croix de guerre de son pays ¹ ! Mais concluons bien que la « fascistophilie » de la Société de Géographie est à la fois référence à un Fascisme très vague, comme il est fréquent dans l'entre-deux-guerres au sein de la société française en général ², et intégration dans une large italophilie, référence et intégration que dénotent d'autres Sociétés françaises de Géographie, comme celle d'Alger.

D'autre part, l'image de l'étranger qui prédomine dans le *Bulletin de la Société de Géographie* est celle du colonisé : le Noir, l'Africain du Nord, l'Indochinois, essentiellement. Les images véhiculées pendant toute cette période diffèrent quant à la forme mais sont identiques quant au fond : elles sont toutes négatives. L'opinion de la Société de Géographie vient renforcer ce que Ralph Schor appelle le « racisme ordinaire » ³. Les théories de Mangin sur *La Force noire* ont trouvé tôt un écho favorable au sein de la Société de Géographie de Paris ; l'emploi massif des forces coloniales (en hommes et en matériel) est prôné pendant toute la durée de la Première Guerre mondiale par la Société de Géographie, car la plupart des officiers généraux membres de celle-ci ont été en poste aux colonies : Archinard, Mangin, Lyautey, etc. Malgré l'opposition de nombreuses personnalités ou de groupes de pression coloniaux ⁴ — surtout pendant la deuxième vague de recrutement, à la fin de la guerre — la Société sert les théories de Mangin, étendues à l'ensemble des colonies, par une importante série d'articles publiés dans *La Géographie* ⁵.

En mars 1920, le prince Roland Bonaparte écrit dans *La Géographie* :

« N'oublions pas [que nos colonies] nous ont fourni dans ces dernières années un matériel humain qui n'a pas peu contribué à nos succès dans la lutte que nous avons

¹ *La Géographie*, 2e sem. 1937, pp. 113-114. Marie-Édith de Bonneuil était l'arrière-petite-fille du marquis de Pastoret, le deuxième président de la Société de Géographie.

² Cf. Philippe Burrin, « La France dans le champ magnétique des fascismes », *Le Débat*, n° 32, novembre 1984, p. 54. L'auteur avait employé l'expression de « champ d'attraction » dans le titre de sa thèse, *Le fascisme satellite. Bergery, Déat, Doriot et les hommes de gauche français dans le champ d'attraction des fascismes*, thèse de science politique de l'Université de Genève, 1985, dactyl., éditée sous une forme abrégée en 1986 : *La dérive fasciste. Bergery, Déat, Doriot*, Seuil, 530 p. Voir aussi, du même auteur, « Le fascisme : la révolution sans révolutionnaires », *Le Débat*, n° 38, janv.-févr. 1986, pp. 164-176 et « Poings levés et bras tendus. La contagion des symboles au temps du Front populaire », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 11, 1986, pp. 5-20. Malgré la présidence de Franchet d'Espèrey (voir *supra*), la Société de Géographie n'est évidemment pas la « Cagoule ».

³ R.Schor, *L'opinion française et les étrangers en France. 1919-1939*, Publications de la Sorbonne, 1986, 760 p.

⁴ Cf. M.Michel, « La genèse du recrutement de 1918 en Afrique subsaharienne française », *Revue française d'histoire d'Outre-Mer*, 1971, pp. 433-450. L'auteur insiste sur l'opposition du gouverneur Van Vollenhoven en A.O.F., de Lyautey au Maroc, des colons en Algérie et les réticences de Pétain en France (les troupes coloniales seraient peu efficaces sur le front français). Voir aussi, du même auteur, plus récent et beaucoup plus complet, *L'appel à l'Afrique. Contributions et réaction à l'effort de guerre en A.O.F. (1914-1919)*, Publications de la Sorbonne, 1982, IX+533 p. Joost Van Vollenhoven (1877-1918), le célèbre gouverneur colonial, n'était pas membre de la Société de Géographie.

⁵ *La Géographie*, 1914-1915, pp. 226-228, 298-300 & 306, *La Géographie*, 1916-1917, pp. 136-139, 378-380, 455-464.

engagée avec les Barbares. Nos colonies nous ont rendu ainsi de grands services et ceux qui les dénigrent ne méritent pas confiance. » 1

Dans l'immédiat après-guerre **la Société de Géographie va essayer de faire la propagande d'une nouvelle politique envers les colonies.** René Legrand (1882-1950), administrateur des colonies, va dans une conférence du 21 mai 1920 en établir les principes pour l'Afrique occidentale française : la renaissance économique de la métropole est assurée par ses colonies, grâce au capital humain, aux matières premières, aux « terres fertiles soumises à l'exploitation mécanique et scientifique. » Pour réussir, il faut instaurer « une **politique indigène d'association** respectant les mœurs, coutumes et cadres de la société autochtone », établir une « politique sociale d'amélioration par l'hygiène et l'école professionnelle » et réaliser « l'outillage économique du pays par de grands travaux effectués au besoin sur fonds d'emprunts gagés sur les ressources du budget général de l'A.O.F. » 2 À la même date, le 21 mai 1920, le général Bernard reconnaît « la valeur remarquable des soldats marocains » pendant la guerre et « celle d'un personnel [dans les usines] intelligent, travailleur, doué de facultés d'adaptation tout à fait extraordinaires ». Le régime du protectorat doit donc « sauvegarder l'inviolabilité du statut personnel de l'indigène, garantir sa propriété, établir l'égalité de traitement entre l'indigène et l'Européen, faire preuve d'égards envers une population généralement polie et même parfois raffinée, s'abstenir de toute intrusion religieuse, assurer la participation des indigènes à la gestion de leurs intérêts » 3. **D'autres propositions de réforme sont faites, et l'on semble y être prêts, en reconnaissance du courage de l'indigène.** Des arguments complémentaires sont avancés, ils visent eux aussi à remettre en cause l'état d'esprit des Français envers leurs colonies. Le 17 février 1922, le gouverneur honoraire des colonies **Maurice Delafosse** (1870-1926), fin linguiste et surtout fonctionnaire intelligent qui va incessamment publier *L'Âme nègre* et *Les Noirs de l'Afrique*, proclame pour la première fois à la Société que

« des peuples qui, dès l'époque de notre Moyen Âge, ont su bâtir des empires comme le Mali et réaliser des organisations comme celle du Mossi, ne sont pas des primitifs ; des gens qui, en dépit des bouleversements, des razzias, des conquêtes, sont

1 *La Géographie*, 1920, p. 285.

2 René Legrand, « Notre empire noir. Le rôle de l'A.O.F. dans l'après-guerre », *La Géographie*, 1920, pp. 194-197 (c'est moi qui souligne). R.Legrand n'hésite pas à comparer l'effort français à celui fourni par les Britanniques pendant la guerre. « L'Inde britannique qui compte cependant 300 millions d'habitants, soit 27 fois plus que l'A.O.F., n'a fourni pendant la guerre que 350 000 hommes. Les colonies de la côte occidentale d'Afrique n'ont pas recruté du tout, bien que leur réserve en hommes fût deux fois plus dense que notre fédération ouest-africaine. Sur 135 000 tirailleurs venus en France, 24 000 sont tombés pour la défense du sol national. » (Voir Robert Chauvelot, « L'évolution de l'Inde. Son loyalisme pendant la guerre », *La Géographie*, 1916-1917, pp. 468-471).

3 « La conquête et l'organisation du Maroc. 1912-1919. L'œuvre du général Lyautey », *La Géographie*, 1920, pp. 469-471 : « le Maroc a fourni 12 353 hommes, tous volontaires, sur lesquels 2 500 sont morts ou disparus [...] pendant ces trois années de guerre, on n'a compté que 145 prisonniers. »

demeurés fidèles à leurs antiques institutions sociales, politiques et religieuses, ne sont pas des dégénérés. Sommes-nous en face d'une humanité inférieure ? pas davantage. Individuellement comme en masse, les Noirs ne sont pas moins intelligents que nous : ils le sont autrement. Leurs aspirations ne sont pas les nôtres, elles ne sont pas moins hautes. »

Delafosse continuera à publier : *Les Civilisations disparues : les civilisations négro-africaines* (1925), sa grande *Histoire de l'Afrique occidentale française* (1926), *Les Nègres* (1927)... Entre 1920 et 1939, *La Géographie* publie, elle, une série impressionnante de textes sur l'Afrique subsaharienne et l'océan Indien. Dès 1919, Paul Carié définit pour toute la période l'image du Noir qui va prédominer et que le *Bulletin* va se charger de véhiculer. Parlant des Noirs (« créoles ») de l'île Maurice, Paul Carié les définit comme une « race restée quelque peu enfantine, naïve, impulsive, superstitieuse, de mœurs douces, pour qui le larcin et le mensonge sont devenus une seconde nature, mais incapable d'actes criminels ». L'homme est généralement paresseux et laisse aux soins de la femme les travaux difficiles : « l'homme fait semblant de travailler, et boit le samedi la paye de la semaine ». Dernière scène, le Noir aime être « élégamment vêtu » et « danser aussi souvent que possible » 1. Paul Carié récidive en 1920 : évoquant La Réunion et Maurice 2, il regrette « l'abolition irréfléchie de l'esclavage, qui a brusquement jeté à la rue et à la paresse les hommes attachés jusque-là au sol ». Mais cette évolution n'exclut certes pas la permanence de la bêtise, du cannibalisme, de la ségrégation nécessaire, dans le portrait qui est dressé : il faut instruire et éduquer, telle est l'œuvre française dans les colonies. Il est frappant de constater l'homogénéité des clichés concernant les colonisés, dans la France de l'entre-deux-guerres. Le Noir est paresseux, buveur, insouciant, parfois anthropophage. Le Moï de la Chaîne annamitique n'a rien à lui envier : il est tout aussi primitif et sauvage que le Noir ! Les « cérémonies grotesques » des Moïs ne donnent-elles pas lieu à des sacrifices humains, à des meurtres ? Le cannibalisme n'est-il pas une de leurs caractéristiques ? 3 La tâche de la France consiste aussi à empêcher la propagation de l'Islam dans les colonies, notamment au Maroc. La France doit opposer à cette religion « la civilisation latine [...] tout imprégnée de christianisme, la plus belle, la plus féconde et la plus humaine » 4, la « race pilote » doit aussi s'imposer par le nombre (c'est la colonisation de peuplement) et ne pas

1 P.Carié, « L'île Maurice », *La Géographie*, 1918-1919, p. 403.

2 P.Carié, « Les îles sœurs de l'océan Indien (La Réunion-Maurice) », *La Géographie*, 1920, pp. 385-404.

3 J.H.Offet, « Les Moïs de la Chaîne annamitique », *La Géographie*, 1933, pp. 1-43. En ce qui concerne le cannibalisme, voir aussi : Maurice Neveu-Lemaire (1872-1951), « Les Caraïbes des Antilles », *La Géographie*, 1921, p. 136 & Charlie Van Den Broek d'Obrenan, « Les îles Fidji », *La Géographie*, 1936, pp. 354-355.

4 L. d'A. de Jurquet de la Salle, « Notre avenir au Maroc et dans l'Afrique du Nord », *La Géographie*, 1924, p. 35. Le prince Ferdinand-Joseph d'Altona Colonna de Stigliano, un des piliers de la Fédération nationale catholique, soutient, en 1925, les mêmes théories : favoriser le catholicisme face à l'islamisme.

prendre le risque de s'unir par le sang avec des musulmans « toujours en mouvement, jamais rassasiés, âpres, avarés, vindicatifs, souvent paresseux et voleurs. [...] Une véritable loi biologique s'oppose du reste à la fusion rapide de deux races trop différentes l'une de l'autre. » ¹ Sans surprise on lit bien dans les publications de l'entre-deux-guerres que les mythes berbère et kabyle sont enracinés, d'autant plus qu'Émile-Félix Gautier (1864-1940), personnage important des Sociétés de Géographie publie en 1927 son livre sur l'islamisation de l'Afrique du Nord ². Opposer Berbères et Arabes, ou chrétiens et musulmans, peut être également une solution efficace, face à l'avancée de l'Islam, d'ailleurs Paul Oudinot définit les Berbères comme les « autochtones qui vivaient au Maroc au temps des Celtes ». ³

Le raisonnement laisse rêveur, mais l'idée n'est pas isolée dans *La Géographie* de l'entre-deux-guerres. En 1925, A.Brun affirme que les Nosairiah de Syrie sont les « petits-fils de nos grands ancêtres Francs » ⁴, car ils ont souvent les cheveux blonds et les yeux bleus.

« C'est en outre, pour la gloire française, une belle race à réveiller de son trop long sommeil. Cette pure fraction d'Aryens [...] est capable [...] de s'élever à une place marquante dans la considération des états nouveaux qui s'organisent en Syrie. Ne s'étant pas mésalliée, n'ayant jamais altéré ses caractères malgré les voisinages puissants, la race a gardé toute sa valeur. Le contraire serait en désaccord avec toutes les lois d'évolution des peuples. »

La dernière pièce de l'argumentaire est constituée par la référence à l'empire romain. La France, en Afrique du Nord, ne fait que renouer avec l'antique civilisation latine. « l'effort produit par nos colons [en Algérie] pour restituer les terres à la culture leur fit retrouver dans son état de disparition tout ce que les Romains avaient fait avant eux. » L'Afrique du Nord a été « coupée de son passé par l'Islam » ⁵. Les arguments sont donc identiques à ceux qui ont servi à justifier la colonisation par « la sœur latine » en Afrique du Nord.

Croire fermement dans les vérités anciennes et dans les nouvelles solutions : une bonne partie des premières sont abandonnées, les secondes prennent un caractère mondain, touristique et finalement peu sûr. **L'entre-deux-**

1 L. d'A. de Jurquet de la Salle, « Une grande ville vient de naître », *La Géographie*, 1930, pp. 37-38.

2 Lire le très neuf livre de Yassine Tamlali, *La genèse de la Kabylie. Aux origines de l'affirmation berbère en Algérie (1830-1962)*, La Découverte, coll. « Recherches », 2016, 308 p. Le livre de Gautier est *L'Islamisation de l'Afrique du Nord. Les siècles obscurs du Maghreb*, Payot, 1927, 432 p. Sur Gautier : Y.Potin & J.-F.Sirinelli dir., *Généralisations historiennes. XIXe-XXIe siècle*, CNRS, 2019, 800 p., *passim*, notamment dans la contribution de Pierre Singaravélou.

3 P.Oudinot, « Les Berbères », *La Géographie*, 1924, pp. 148-149 : « Le Maroc n'est ni aux Arabes, ni aux Berbères, il est aux autochtones qui sont peut-être nos frères et il ne faut pas rire quand un maître fait dire aux petits enfants d'école africaine : *Nos ancêtres, les Gaulois* ».

4 A.Brun, « Ethnique et mystique des Nosairiah de Syrie », *La Géographie*, 1925, pp. 155-156.

5 André Berthier, « Les richesses archéologiques de la province de Constantine », *La Géographie*, 1934, p. 310.

guerres est donc pour les Sociétés de Géographie une période de crise, mot « insupportable, démoralisant » que Charcot tente d'exorciser en 1933. La Société parisienne en particulier apparaît comme une Société de pensée peu motivante ou un club dont les publications changeantes ne sont même pas un repère sûr pour les adhérents. Et c'est ainsi que l'on va devoir affronter une guerre bien plus difficile que la précédente — pour Lille seulement c'est la répétition de l'occupation — et qui va se révéler être d'une terrible adversité à combattre.

II. L'immobilisme apparent de l'empire colonial français dans les années vingt : « l'étrange apogée de l'empire colonial français » ¹

Cartes colonisation 1914 et changements territoriaux en Afrique

L'empire colonial français mène-t-il une vie comme « étrangère à l'histoire » ? d'une certaine façon oui, car il est d'une immense surface, quasi inchangée. Syrie et Liban, Togo et Cameroun, et en sens inverse la bande de territoire cédée à la Libye italienne, cela ne change guère la superficie d'un empire déjà largement constitué et immense en 1914. **En fait, pendant l'entre-deux-guerres, l'accroissement vient surtout de l'achèvement, en 1934, de la conquête du Maroc.** Au total, l'empire fait 12 600 000 km² à la fin des années 30. Mais, grâce à la paix intérieure, au développement économique des années 20 et à la lutte contre les maladies, il a une **population qui s'accroît** et atteindra 69 millions d'habitants en 1936. La natalité reste très forte, alors que la mortalité est en recul, d'où un excédent naturel augmenté : les colonies françaises connaissent la révolution démographique, comme toutes les autres. **Des facteurs extérieurs font évoluer l'empire colonial français : le wilsonisme, l'arabisme, les *Thèses sur les questions nationale et coloniale* de Lénine et de l'Internationale communiste, l'anticolonialisme de la SFIO et, surtout, du PCF.** En conséquence, après un retour sur les colonies françaises et la Première Guerre mondiale, nous verrons d'abord les prémices d'une ère nouvelle dans l'histoire coloniale mondiale, nous donnant le cadre général, puis nous verrons ensuite successivement l'attitude de la nation et des Français face aux colonies, l'économie et la société des colonies françaises, et enfin les nationalismes dans les colonies françaises.

1. Retour sur les colonies françaises et la Première Guerre mondiale

Des opérations militaires ont eu lieu, dans trois régions du monde. Pour **le Maroc**, qui n'était que partiellement occupé en 1914, le gouvernement français envoie un ordre de repli général sur la côte atlantique à **Lyautey**, qui y voit un danger d'insurrection généralisée, ayant des répercussions dans le reste de l'Afrique du Nord et dans tout le monde islamique. Il propose un plan — qui est accepté — prévoyant de remplacer les personnels des unités d'active par des réservistes et de tenir sur des positions avancées avec de telles troupes. Le Sud marocain reste agité, mais en gros la situation militaire est contenue, malgré la propagande allemande, depuis longtemps orientée vers les pays d'Islam. La **conquête du Togo et du Cameroun allemands (1914-1916)** est le fait d'une intervention militaire franco-britannique. Le Togo est pris dès le 26 août 1914 et

¹ Titre du chapitre IX de Nicolas Beaupré, *Les Grandes Guerres. 1914-1945*, Belin, coll. « Histoire de France », 2012, 1 144 p., réédition, 2014, 1 144 p.

immédiatement partagé entre la France et la Grande-Bretagne. Quant à lui, le Cameroun résiste jusqu'au 1er janvier 1916. Un accord provisoire de partage est passé, il est précisé en juillet 1919, la France ayant la plus grosse part. **Togo et Cameroun deviennent des mandats de type « B » au traité de Versailles, c'est-à-dire des territoires promis à une indépendance lointaine**, comme toutes les anciennes colonies africaines de l'Allemagne. Ces colonies sont perdues en vertu de l'article 119 du traité — « L'Allemagne renonce en faveur des principales puissances alliées et associées à tous ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer [...] » — en fonction de la déclaration de la Conférence de la Paix selon laquelle l'Allemagne était « indigne » d'avoir des colonies. Mais cet article ne tient absolument pas compte du point 5 des 14 Points de Wilson — qui envisageait une consultation des populations — et d'ailleurs l'Allemagne l'avait déclaré « injustifié » dans ses *Observations*. Togo et Cameroun sont donc partagés entre la France et la Grande-Bretagne, la France retrouvant en plus les territoires cédés en 1911 à l'Allemagne.

Troisième secteur géographique, la Syrie et le Liban ottomans sont conquis. Un petit contingent français appuie les Anglais qui encadrent les Bédouins de l'émir Hussein du Hedjaz, en application des accords que la Grande-Bretagne a passés avec le chef de la dynastie hachémite (1916) : entrée en guerre de Hussein ben Ali (1853-1931) contre les Turcs et création d'un vaste royaume arabe entre le golfe Persique et la Méditerranée. Mais s'ajoutent à ces accords la Déclaration Balfour (2 novembre 1917) sur le « Home national juif », les accords anglo-français Sykes-Picot du 16 mai 1916 et les accords de Saint-Jean-de-Maurienne entre la France et l'Italie prévoyant un partage secret des dépouilles futures de l'empire Ottoman. **Des troupes françaises font, avec les Britanniques, la conquête de la Syrie et du Liban. Cependant la Grande-Bretagne se fait « tirer l'oreille » pour partager la conquête avec la France, d'où une période de tension entre septembre 1918 et septembre 1919.** Entretemps, à la Conférence de la Paix de Paris il est procédé à un nouveau découpage, provisoire et moins favorable à la France. Pourquoi ? En raison des appétits britanniques et du besoin qu'a la France du soutien de la Grande-Bretagne à la Conférence, sur les questions européennes. Certes **l'administration des territoires, qui ont été définis comme des mandats de type « A », est enfin remise à la France à l'automne 1919, mais la présence française doit faire face, à la fois, aux Turcs qui n'acceptent pas la présence française au nord de la Syrie et battent les troupes françaises à plusieurs reprises — ce qui fait que les frontières Nord sont fixées en retrait par rapport aux ambitions françaises — , au nationalisme syrien qui ambitionne une « grande Syrie » ressuscitant l'Assyrie antique, et aux demandes d'aide de la part des Arméniens.** À la conférence

interalliée de San Remo en avril 1920, la France obtient définitivement le mandat « sur la Syrie », que la France va partager en deux États, Syrie et Liban, mais après avoir dû **entrer par la force à Damas** et accepter de nouvelles concessions territoriales à la Grande-Bretagne. Le mandat français fait en définitive 200 000 km² et abrite 2 500 000 habitants. La Grande-Bretagne, quant à elle, est mandatée pour l'Irak et la Palestine, Palestine d'où les Britanniques détacheront en 1921 la Transjordanie.

Bien davantage important, finalement, que les quelques opérations militaires ci-dessus fut **l'apport à la métropole de la « force noire »**, c'est-à-dire des troupes indigènes et des bataillons de travailleurs levés dans l'empire colonial français. Près d'un million de soldats et de travailleurs — respectivement 700 000 et 300 000 — vinrent en France. Parmi les troupes il y eut plus de 90 000 morts, soit le **même pourcentage que parmi les unités de métropole**. Pour recruter des troupes « indigènes » la France déploya un gros effort de propagande, axée sur la lutte pour la civilisation, la lutte contre les « Boches de l'Islam », c'est-à-dire les Turcs, les campagnes s'appuyèrent sur des primes de recrutement, versées aux notables, des promesses faites aux soldats enrôlés, etc. Parmi ces 700 000 « indigènes », guère d'officiers, et pour eux une surveillance constante, parmi eux un grand nombre de malades ; les unités recrutées aux colonies furent auréolées d'une réputation de troupes de choc. Ces soldats connurent une **intégration différentielle**, assez bonne pour les Maghrébins, très mauvaise pour Noirs, inexistante quant aux « Annamites », dotés d'une réputation de médiocres militaires et qui furent employés surtout comme travailleurs ; et envers tous les travailleurs le racisme fut violent. La présence de ce million de colonisés laissa, on le sait, **des images (Banania...)** et un important souvenir dans la mémoire collective ¹. Mais tout ceci a été beaucoup moins important qu'une double révélation, et d'abord celle de la **faiblesse du colonisateur** — une faiblesse militaire qui implique le recours aux colonies — en plus celle de la guerre acharnée que les pays européens se livrent, et enfin les rivalités même entre alliés, etc. D'autre part, le recours à un million de colonisés démontre que la métropole a **besoin du colonisé** : on est loin des « zoos humains » comme celui du Jardin d'Acclimatation ² et la guerre est pour les « indigènes » une expérience décisive, surtout pour ceux qui sont passés par l'armée elle-même.

¹ Je rappelle que l'expression de « mémoire collective » vient d'un livre posthume de Maurice Halbwachs (1877-1945) portant ce titre et publié aux PUF en 1950 (171 p.), plusieurs rééditions.

² Cf. N.Bancel, P.Blanchard, G.Boetsch, E.Deroo & S.Lemaire, *Les Zoos humains*, La Découverte, 2002, 480 p., réédition sous le titre *Zoos humains et exhibitions coloniales*, La Découverte, 2011, 599 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, mai 2012, p. 303.

Enfin, contrairement à ce qu'avaient envisagé les milieux politiques en 1914, sauf Clemenceau, les principaux problèmes pendant la guerre mondiale ont été les problèmes politiques. Au Maghreb, le bombardement des côtes algériennes par le *Goeben* et le *Breslau* en août 1914 a eu peu de conséquences, les facteurs décisifs ont été la mobilisation générale des Français et la mobilisation partielle des Algériens, les engagements volontaires de Tunisiens et les difficultés économiques, comme en métropole. À destination du Maghreb un **mot d'ordre de *jihad* est lancé par le sultan de Constantinople, toute une propagande ottomane se propage à partir de Constantinople et depuis l'intérieur de la Libye, ainsi qu'une propagande allemande à partir du Maroc espagnol.** La réalité de la vie maghrébine a été la **lassitude populaire**, exprimée par des chansons et des plaintes, des troubles sporadiques dès 1914, graves dans l'Aurès en 1916, et l'agitation des régions sahariennes à cause des **Senoussistes**.

L'Afrique subsaharienne — dite à l'époque Afrique noire — française et **Madagascar** connaissent une **agitation diffuse**, due aux conséquences économiques et financières de la guerre et aux levées d'hommes, qui provoquent des fuites. À Madagascar une société secrète de jeunes Malgaches, le **VVS** (*Vy-Vato-Sakelika* = Fer-Pierre-Ramification), existant depuis 1913, continue à recruter dans l'élite, elle subit des arrestations. **Les répercussions de la guerre sont beaucoup plus sanglantes en Indochine, à cause des excès, très anciens, de la colonisation et des résistances antérieures à guerre.** Les hauts plateaux laotiens sont en état de révolte endémique pendant la Première Guerre mondiale ; au Viêt-nam se produisent la **révolte des détenus politiques de Biên Hòa (Cochinchine) en 1916 et celle des gardiens du pénitencier de Thái Nguyên (Tonkin) en août 1917** ; elles sont toutes deux écrasées. Si l'on conclut provisoirement en s'en tenant au champ politique, on ne peut que dire que l'attitude des gouvernements français a été la répression, accompagnée de l'incompréhension et de la négation des troubles : officiellement, « il ne s'est rien passé », en dehors de l'effort de guerre, l'Empire colonial français a donc été la « France d'Outre-Mer », conformément à la dénomination qui tend à devenir officielle.

Quelle a été **l'évolution économique des colonies françaises** pendant cette guerre longue, non prévue et préparée, se déroulant dans le cadre du libéralisme métropolitain, nuancé de l'application de la loi de 1892 (voir la 1ère partie), nuancé aussi par les réquisitions ? Schématiquement, les difficultés fondamentales sont de deux types. D'une part, les **relations maritimes sont beaucoup moins régulières** qu'avant la guerre, à cause des réquisitions de navires, de la crainte des sous-marins allemands, fondée puisque des navires sont effectivement coulés. Les colonies reçoivent beaucoup moins de produits venus

d'Europe (charbon, fer, produits finis), d'autant que leurs besoins ne sont pas prioritaires pour l'économie de guerre de la France. Ce premier type de difficultés a trois conséquences. L'équipement des colonies françaises est freiné, ce qui **ralentit la production**, d'autant plus que les levées d'hommes restreignent la main-d'œuvre disponible. Le matériel s'use, ce qui ralentit aussi la production, et aucune opération de réorientation de la production ne réussit. Enfin, les **difficultés pour exporter les produits coloniaux** — les sacs en fibres textiles, indispensables pour les tranchées, par exemple — sont nombreuses. Un second type de difficultés fondamentales découle de tout ceci : le ralentissement de la production et les difficultés pour exporter les produits coloniaux provoquent la hausse des prix ; les besoins alimentaires métropolitains suscitent des **réquisitions** (payées à prix officiel, fixe), d'où une autre forme de hausse des prix. Hausse des prix ? Or les produits venus d'Europe coûtent de plus en plus cher ! D'une colonie à l'autre ces phénomènes sont plus ou moins marqués, ils sont absolument dramatiques à Madagascar et à la Réunion, coupées de la métropole dès 1914.

Les difficultés proprement financières des colonies, et leurs conséquences globales, ne sont pas minces. Comme la métropole, les populations des colonies souscrivent aux emprunts de la Défense nationale. Surtout, l'augmentation de la circulation monétaire et la hausse des prix provoquent **l'inflation** et les difficultés du budget de l'État font augmenter les impôts. Les conséquences ont été, bien sûr, politiques, on les a vues plus haut. Mais le problème financier retarde l'équipement économique des colonies, sauf au Maroc, grâce à l'action personnelle de Lyautey, il provoque des transformations sociales, car des colons quittent la terre en Algérie, par exemple, et surtout de terribles famines éclatent ici et là (Constantinois, Tunisie...). À la suite de la Grande Guerre, **la crise économique de de 1919-1921 est d'ailleurs catastrophique aux colonies**. Il faut ajouter à ces difficultés matérielles et sociales les conséquences pour les indigènes du départ des médecins pour la guerre en Europe. La peste fait des ravages en Afrique et la grippe espagnole frappe sévèrement toutes les colonies françaises, où elle est bien moins décrite qu'en métropole.

Conclure sur l'histoire des colonies françaises pendant la Grande Guerre, c'est conclure à l'ébranlement de la puissance coloniale, la guerre ayant exagéré les apories et les lézardes de 1914 — fragilité d'une domination reposant sur la force, nationalisme... — , d'où après la guerre une « crise d'autorité », dont tout le monde se plaint chez les Européens. L'ébranlement vient aussi du **rôle joué désormais par des tierces puissances** : le souvenir de la victoire japonaise de 1905 sur un pays « blanc », la Russie, baigne les colonies dans un *asiatisme*, l'influence des États-Unis est celle du wilsonisme, et celle du communisme passe par le

Komintern et la politique du PCF. Mais, irréalistes ou aveugles, les milieux politiques français croient surtout à l'importance de l'apport militaire et économique des colonies à l'effort de guerre. Comme le déclare en 1919 le ministre radical des colonies du gouvernement Clemenceau Henry Simon (1874-1926), industriel de son état,

« Dans tous les domaines, l'apport des colonies a été immense. Nous pouvons même nous demander aujourd'hui avec quelque angoisse ce que nous serions devenus si nous n'avions pas eu cet énorme réservoir dans lequel nous avons pu largement puiser. »

Ce type de phrase est éminemment dangereux, bien sûr, mais les manuels scolaires de l'entre-deux-guerres répandent les mêmes idées auprès de la jeunesse et une innombrable littérature exalte la bravoure et l'abnégation des combattants « indigènes ».

2. Les prémices d'une ère nouvelle dans l'histoire coloniale mondiale

Dans le monde les métropoles ont accompli ce que les spécialistes appellent leur « révolution démographique » par baisse de la mortalité. Les Outre-mers connaissent une évolution très sensible : l'**Institut Pasteur** (par exemple) et les hôpitaux accomplissent une œuvre considérable, par la victoire sur les affections endémiques — choléra, variole, peste, lèpre et malaria (cependant certaines maladies, comme la tuberculose, progressent) — et aussi succès dans la lutte contre l'alcoolisme. L'hygiène moderne progresse — un peu — aux colonies, mais la « lutte contre l'hyperthermie » concerne l'homme blanc ¹ ! Les résultats démographiques dans les colonies ce sont un taux de natalité toujours élevé, les progrès de la médecine et de l'hygiène et un **excédent naturel augmenté**. La natalité est encouragée par le colonisateur : le mot d'ordre est de « faire du noir » (*sic*) dans l'entre-deux-guerres, par peur de la faible densité. Il se produit donc une **explosion démographique** : la population musulmane d'Algérie passe de 4,9 millions d'habitants en 1925 à 6,2 millions d'habitants en 1936 ; celle de la Tunisie passe de 1,8 millions d'habitants en 1921 à 2,3 millions d'habitants en 1936 ; la population de Madagascar (Malagasy) de 3,3 millions d'habitants en 1913 à plus de 4 millions d'habitants en 1941. Dans les années 30, l'empire colonial français s'accroît de 6 millions d'habitants (de 64 millions à 70 millions). De surcroît il y a dans les colonies extension rapide de l'urbanisation, avec bidonvilles, etc. Comparaison simple : en 1939, l'Inde compte autant de citoyens que le Royaume-Uni (33 millions) ! Les conséquences ne sont pas minces, car les sociétés urbaines sont plus rebelles à la colonisation que les sociétés rurales traditionnelles.

Un mot supplémentaire sur le cas français. Il y a **69 millions d'habitants en 1936 dans l'empire colonial français, ce qui donne une sorte de total de plus de cent millions avec la métropole, ce dont la propagande se gargarise**. Trois causes principales à l'accroissement numérique : la paix intérieure, le développement économique des années 20 et la lutte contre la maladie. La natalité reste très forte, alors que la mortalité est en recul (l'empire français accomplit une véritable révolution démographique). L'excédent naturel est donc augmenté (exemple : 0,5 % en 1921-1926 en Algérie, 2,2 % en 1931-1936 !). **La population afflue dans les villes où des bidonvilles se forment**. Les plus importantes villes sont Casablanca, Tananarive, Alger et Dakar. Les territoires les plus peuplés sont l'Indochine (23 millions d'habitants en 1936), le Maghreb (16), l'Afrique occidentale française, AOF (14,7), Madagascar (3,7) et l'Afrique équatoriale française, AEF (3,4). Ce n'est toujours pas un empire de peuplement, car le nombre des Européens est faible, et

¹ O.Le Cour Grandmaison, *L'Empire des hygiénistes. Vivre aux colonies*, Fayard, 2014, 361 p., *passim*, surtout pp. 126 & suiv.

en faible accroissement. La cause essentielle est qu'il s'agit d'un empire colonial bâti au moment de l'affaiblissement de la croissance démographique métropolitaine. En Indochine, par exemple, il n'y a que 42 000 Européens en 1936, dont 10 000 métis ¹, 10 000 militaires et 4 000 fonctionnaires. En Algérie même ², où le **peuplement européen** est le plus important de l'empire colonial français, l'immigration d'origine métropolitaine se ralentit et si la population européenne passe de 700 000 à 960 000 habitants (sur 7,2 millions), c'est surtout grâce à l'accroissement naturel. En Tunisie on passe de 150 000 à 213 000 Européens (dont beaucoup d'Italiens). **Le Maroc est le seul cas de très net accroissement (mais il est très particulier)** : 29 000 en 1913, 78 000 en 1921, 236 000 en 1936, 295 000 en 1947. L'explication est double : il y a beaucoup d'Espagnols ; la fascination exercée par le Maroc sur les imaginations françaises. Dans tout le reste de l'empire il n'y a que de 80 000 à 110 000 Européens environ. On remarque donc l'énorme poids du Maghreb.

Depuis longtemps, les économies des pays colonisés sont orientées vers la satisfaction des besoins des métropoles. Que l'on songe, par exemple, au coton et au thé de l'Inde, aux phosphates du Maroc, au cuivre du Congo belge, au caoutchouc d'Indochine... Les conséquences sont la sensibilité aux prix mondiaux et la dépendance économique. En échange de leurs matières premières, ces pays absorbent des produits fabriqués européens. Les métropoles freinent donc leur industrialisation (seule exception de fait : l'Inde). Les années 20 voient une « expansion économique » dans les empires coloniaux, mais l'équipement des colonies est peu fait par les métropoles. Par exemple, par la loi française de 1900 la métropole ne paie que l'administration et l'armée, le reste étant financé sur place par l'impôt. **La récession des années 30 aggrave cette dépendance car les cours mondiaux des matières premières baissent**, les métropoles se replient sur les empires. Exemple français : 45 % des capitaux investis en 1939 contre 10 % en 1914 ! Toutefois le commerce japonais avec les colonies européennes progresse et les *dominions* progressent aussi aux dépens de la Grande-Bretagne. Les grandes sociétés — par exemple la Société générale de Belgique au Congo, Paribas et Rothschild au Maroc — se taillent depuis longtemps la part du lion. Les cultures de

¹ Sur les métis, qui continuent à être méprisés et considérés comme des « objets » de scandale, au nom de la conservation des « qualités » de la « race blanche », lire E.Saada, *Les enfants de la colonie. Les métis de l'Empire français entre sujétion et citoyenneté*, La Découverte, 2007, 335 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2008, p. 389. La littérature coloniale accorde une grande place au « problème » du métissage, cf. les romans à succès de Clotilde Chivas-Baron (1876-1956), dont le titre le plus célèbre, *La femme française aux colonies* (Larose, 1929), a été réédité en 2009 chez L'Harmattan.

² Un ouvrage canonique à bien connaître : Ch.-A.Julien & Ch.-R.Ageron, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, tome II, *De l'insurrection de 1871 au déclenchement de la guerre de libération (1954)*, PUF, 1979, 648 p.

plantation s'étendent au détriment des cultures vivrières. Cela répand la malnutrition parmi une paysannerie misérable qui, de plus, voit partout reculer les vieux droits communautaires. **Les métropoles ont donc « installé » les conditions d'une dépendance post-coloniale.**

Il n'y a pas dans les métropoles, globalement, de remise en cause du bien-fondé de la domination coloniale. La colonisation est légitime, développe Albert Sarraut. De plus, la notion de « trésor commun de l'humanité » justifie tout ! L'Européen a une mission civilisatrice et humanitaire, cf. Kipling et aussi **le livre d'Albert Sarraut en 1931 : *Grandeur et Servitude coloniales***¹, placé sous le patronage de l'écrivain américain raciste et eugéniste Theodore Lothrop Stoddard², ou encore Lyautey en 1931 au moment de l'Exposition coloniale de Vincennes : « Coloniser, c'est gagner à la douceur humaine les cœurs farouches de la savane ou du désert ». La colonisation unifie les nations, dit encore Albert Sarraut... La Première Guerre mondiale a accru la justification de la colonisation, c'est net chez Albert Sarraut. Les voix anticoloniales sont très minoritaires : on bute donc sur la notion de « fait colonial » et on insiste sur la mise en valeur. Les aspirations nationales sont d'ailleurs niées. De nombreuses formules et déclarations montrent l'aveuglement à ce sujet. Churchill qualifie ainsi Gandhi de « fakir à demi nu » ! Avec l'idée de l'« évidence » de l'« anarchie » **que serait l'indépendance**. Plusieurs conséquences importantes en découlent et d'abord l'exaltation auprès d'un large public de l'exotisme colonial. Deuxième conséquence, l'ignorance intellectuelle vis-à-vis des grandes civilisations ; enfin, notons que la facilité du tourisme à longue distance multiplie les flots de touristes véhiculant les clichés ci-dessus...

La remise en question du colonialisme mondial est, la plupart du temps, l'expression d'une élite sociale et intellectuelle. À l'exception d'un Hô Chi Minh ou d'un Giap, elle concerne une *intelligentsia* de fils de notables, de bourgeois, de chefs de tribu, mais aussi d'ingénieurs (Achmed Sukarno ou Soekarno, en Indonésie, par exemple), d'avocats (Habib Bourguiba en Tunisie) ou de pharmaciens (Ferhat Abbas en Algérie). Elle emprunte souvent à des modèles extérieurs, d'où le synchronisme de 1919. Mais **cette remise en question est hétérogène, critiquant ou pas la société indigène, voulant ou non une modernisation intellectuelle et économique** ; elle est éventuellement partagée par des rivalités internes (tribales, idéologiques, etc.). **Les sources idéologiques sont multiples.** Elles sont d'abord la victoire japonaise de 1905 sur la Russie, qui alimente

¹ Éditions du Sagittaire, 1931, 288 p., réédition, L'Harmattan, 2012, 198 p.

² 1883-1950. Le livre de Stoddard était paru aux États-Unis en 1921, sa traduction française sort en 1925 chez Payot sous le titre *Le Flot montant des peuples de couleurs contre la suprématie mondiale des blancs*, 281 p. Il a été réédité en 2014 (L'Homme libre, 297 p.).

un *asiatisme*, la Première Guerre mondiale (rivalités européennes, nécessité de l'aide des colonies, etc.), la révolution de 1917 et les partis communistes des métropoles, l'indépendance de l'Arabie et de l'Égypte, exemples qui font naître un *arabisme*. De surcroît, la Société des Frères musulmans naît en Égypte en 1927. Son objectif est une renaissance religieuse intégriste ; elle connaît un grand succès. Le wilsonisme est évidemment très important, malgré le vague du cinquième des *Quatorze Points* (effort pour préserver les intérêts des population colonisées) ; il a néanmoins suscité bien des espoirs en faveur du principe de *self-determination*, immédiatement connu et salué. Mais à la conférence de la Paix le mouvement d'éveil des peuples colonisés, accéléré par la guerre, a été totalement négligé : les revendications territoriales des alliés l'emportent sur le wilsonisme. La seule concession a été le système des mandats, un compromis, évidemment considéré par les bénéficiaires comme un expédient facile. Les puissances mandataires doivent rédiger un rapport annuel et siéger à la SDN une Commission des mandats, qui ne ménage guère la France, luttant ainsi contre sa politique d'assimilation et contre l'administration du Togo à partir de la colonie voisine du Dahomey.

Les thèmes principaux de l'anticolonialisme dans l'entre-deux-guerres sont en partie « occidentaux », en partie « indigènes ». Les premiers exaltent la Nation, le *self-government*, la Constitution — cf. le *Destour* tunisien, comme le *Wafd* égyptien — et la revendication de l'héritage de 1789. Les seconds sont la fidélité à la religion ancestrale, à la tradition culturelle, la négritude et le panafricanisme, inauguré par l'Américano-Libérien Edward Wilmot Blyden (1832-1912) avant la Première Guerre mondiale. Des Congrès panafricains se tiennent à Paris en 1919, à Londres en 1921 et 1923, à New York en 1927. Négritude et panafricanisme font le lien avec les Noirs américains et l'expansion du jazz, avec le mouvement de retour des Noirs américains en Afrique, incarné par le Jamaïcain Marcus Garvey (1887-1940) et l'universitaire afro-américain William Edward Burghardt du Bois (1868-1963). Ils se développent avec Aimé Césaire (1913-2008) et Léopold Sédar Senghor (1906-2001) ¹, mais s'essouffent : c'est surtout à la suite de la Deuxième Guerre mondiale que le panafricanisme retrouvera son dynamisme. Ces thèmes « indigènes » ont été amplifiés par l'expansion de l'Islam depuis le XIXe siècle en Afrique et par les sectes islamiques réformatrices ; la presse a une grande importance — cf. les journaux égyptiens comme *Al Ahrām*, au Caire, « les pyramides » — ; ces thèmes démontrent l'existence d'un grand débat entre passéisme et modernisme. Les thèmes principaux de l'entre-deux-guerres

¹ Voir sur les deux hommes M.Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, trad. fr., La Découverte, 2017, 447 p., *passim*.

ressortissent aussi à une grande vogue du marxisme immédiatement après la Première Guerre mondiale ¹. **Dès ses premières réunions, la IIIe Internationale (Komintern) se prononce pour l'indépendance, car elle voit dans les colonies un potentiel révolutionnaire et met sur pied une stratégie à long terme, destinée à tuer le monde capitaliste avancé.** Le Komintern approuve en juillet 1920 les *Thèses sur les questions nationale et coloniale* de Lénine et fixe la tactique de l'opposition au mouvement bourgeois démocratique nationaliste, même s'il demande l'indépendance politique. **L'important Congrès des Peuples opprimés se tient à Bakou en 1920.** Il est appelé aussi « Congrès des peuples de l'Orient », où les délégués issus de l'ancien empire russe sont très largement majoritaires ! Sont surtout présents des représentants du Caucase, de l'Asie centrale, mais il n'y a que 6 % de Russes. Des délégués des partis révolutionnaires de pays colonisateurs (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas) sont présents, ainsi que l'Américain John Silas Reed (1887-1920), et il y a 3 % de femmes. Participent seulement 14 « Hindous », dont Manabendra Nath Roy (1887-1954) ², 8 Chinois, 3 Arabes (sur 1 891 délégués). C'est une vaste kermesse, mal préparée. Les stratèges de l'Internationale (surtout Zinoviev, qui mène les « débats ») veulent gagner à leur cause les peuples opprimés d'Asie, à la fois par haine sincère du colonialisme et pour tourner sur leurs flancs les pays capitalistes d'Europe : « La route la plus directe de Moscou à Paris passe par Pékin, Tokyo et Calcutta ». Le congrès marque aussi la tentation de retourner le dispositif révolutionnaire vers l'Orient, vers la Chine notamment.

Mais, bientôt, la position russe va se trouver secouée en Russie même par les revendications des peuples de l'Asie centrale : ils entrent dans la République fédérale de Russie en tant que républiques ou régions autonomes (il y a 8 Républiques autonomes et 13 régions autonomes en 1922 dans la RSFSR, République socialiste fédérative soviétique, ou des Soviets, de Russie). Des alliances bilatérales et des traités bilatéraux sont signés entre des républiques et la République fédérale de Russie. La promesse très formelle d'une république nationale musulmane est exploitée par Sultan Galiev qui rêve d'une révolution communiste étendue à toute l'Asie, mais elle est condamnée par le Congrès des peuples d'Orient (Bakou, septembre 1920).

¹ Cf. la Ière partie (« Sociogénèse des philosoviétismes ») de I.Gouarné, *L'Introduction du marxisme en Franc. Philosoviétisme et sciences humaines, 1920-1939*, thèse, Presses universitaires de Rennes, 2013, 288 p.

² Cf. M.Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, trad. fr., La Découverte, 2017, 447 p., *passim*.

3. L' « expansion coloniale » des uns et des autres en difficulté au Moyen-Orient

Carte Moyen-Orient 1923

À la Conférence de la Paix on créa les mandats A, non délimités. À la conférence de San Remo (avril-mai 1920), la France eut le mandat sur la Syrie, qu'elle partagea en deux États, mais après avoir dû entrer par la force à Damas et consentir de nouvelles concessions territoriales à la Grande-Bretagne. Celle-ci eut le mandat sur l'Irak et la Palestine, d'où elle détacha en 1921 la Transjordanie. Une **politique américaine apparut dès ces années vingt** car des intérêts américains et des fondements de la politique américaine s'étaient manifestés très tôt et la présence culturelle des États-Unis au Moyen-Orient était ancienne, remontant aux années... 1820. Elle est le fait des missionnaires qui, grâce à leur œuvre éducative et humanitaire, donnent une image positive et désintéressée de leur pays. Impression favorable confirmée au lendemain de la Première Guerre mondiale par le président Wilson, avocat de l'autodétermination des peuples arabes. L'installation des compagnies pétrolières date de la fin des années 20 et surtout des années 30 (Arabie saoudite). Mais, avant 1940, la politique américaine se borne à une défense des intérêts culturels et commerciaux.

En même temps que ces questions moyen-orientales, des problèmes contemporains apparaissent **au Maghreb**. Pour la France, ce furent des problèmes capitaux (à cause du poids démographique et de la proximité), avec une opposition entre l'Algérie — où le nationalisme ne trouve pas, à ce moment, de support solide dans l'histoire — et, d'autre part, le Maroc et la Tunisie, qui ont des souverains, des administrations, des justices, un enseignement en arabe qui se développe rapidement... **En Tunisie est fondé le Destour**, en 1919, c'est-à-dire le « Parti libéral tunisien de la Constitution » (*Destour*). C'est un parti panarabe, qui a la sympathie de beaucoup ; il réclame une constitution, une assemblée législative tunisienne, élue au suffrage universel. La France mène évidemment en Tunisie une **politique de répression**. Le *bey* est même obligé de désavouer ses sympathies pour le Destour... Le gouvernement français crée en 1922 le Grand Conseil de Tunisie : 56 Français et 41 indigènes, délibérant séparément ; toute discussion politique étant interdite. La France « francise » ou « algérisse » la Tunisie : des Français peuplent les services techniques du bey ; la France établit le monopole commercial du pavillon français. Immédiatement après la guerre, au Maroc Lyautey francise l'encadrement du protectorat et reprend la conquête.

Mais **l'événement essentiel au Maroc est la guerre du Rif** (1925-1926 pour la France) ¹, une grande révolte, partie de la zone espagnole en 1921, avec une véritable déroute de l'armée espagnole. La guerre du Rif jouera ensuite un grand rôle dans la carrière de tous les futurs officiers nationalistes de la guerre civile espagnole, Emilio Mola y Vidal (1887-1937) excepté. Cette révolte est dirigée par 'Abd el-Krim (1882-1963), fils d'un caïd berbère, ancien cadi (juge) de Melilla, très hostile à la monarchie, qui fonde en 1923 une République du Rif, soulevant les tribus du Rif contre les Espagnols puis (1925) contre les Français. Elle s'inscrit dans le foisonnement démocratique et spontanéiste qui agite tout le monde arabe dans les années 1920. Le maréchal Lyautey, qui a recommandé de reconnaître l'indépendance du Rif, se voit contredit par le gouvernement Painlevé et contraint de démissionner (25 septembre 1925) ; il y a pour le gouvernement français nécessité (car la révolte menace les communications avec l'Algérie) de **grandes opérations militaires, commandées par le maréchal Pétain**, qui noue alors des relations d'amitié avec les officiers espagnols : 150 000 hommes, aviation, artillerie, etc. Ces opérations provoquent la substitution aux méthodes politiques de Lyautey d'une stratégie de la dévastation. **Pétain fait tout pour faire échouer la conférence d'Oujda (16 avril-6 mai 1926)**, ultime tentative d'arrangement moyennant la reconnaissance de l'autonomie du Rif, sous haute surveillance franco-espagnole. À la suite d'une massive offensive française, 'Abd el-Krim se rend le 26 mai 1926 et est déporté à La Réunion. Il se réfugiera en 1947 au Caire, après s'être évadé lors de son transfert en métropole. Il poursuivra sa lutte pour le nationalisme maghrébin, mais son entreprise sera par la suite largement sous-estimée par les nationalistes marocains cependant Hô Chi Minh l'appellera « le précurseur ». Le soutien communiste à 'Abd el-Krim n'est pas immédiat, il vient avec les premiers succès, mais il est alors ostensible, avec le célèbre télégramme de félicitations du 24 septembre 1924. C'est le moment où le PCF proclame sa doctrine anticoloniale, sur injonction du Komintern, créant un scandale inouï. Il mobilise contre la guerre du Rif : le 12 octobre 1925, à l'appel de la CGTU et de la CGT, 900 000 travailleurs français font la grève contre cette guerre coloniale (et contre les impôts), précipitant la désagrégation du Cartel des Gauches. D'un autre côté,

« la guerre du Rif n'aiguise pas la compréhension du fait colonial par le centre gauche au pouvoir, qui, finalement, se range derrière les militaires intransigeants comme Pétain. Elle durcit la droite nationaliste qui, derrière 'Abd el-Krim, subodore la patte de velours de Londres [voulant éloigner la France de Gibraltar], la main de fer de

¹ Notice par Daniel Rivet dans J.-Fr.Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. « Quadrige », 1 254 p., pp. 579-581, V.Courcelle-Labrousse & N.Marmié-Maniglier, *La Guerre du Rif. Maroc, 1921-1926*, Tallandier, 2008, 364 p., réédition, 2018, 439 p., et M.Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, trad. fr., La Découverte, 2017, 447 p., *passim*.

Berlin et surtout l'alliance monstrueuse du panislamisme et du communisme. » **1**

La guerre du Rif est une des causes de dislocation du Cartel des Gauches. Surtout elle « préluait à l'émancipation ultérieure du Maroc tout entier » **2**.

Dernier problème marocain, **la question internationale de Tanger** : le statut de Tanger avait été laissé en suspens avant 1914 ; le statut de 1923 (résultat d'un accord France-Espagne-Grande-Bretagne) prévoit la neutralisation et la démilitarisation de la ville et de sa banlieue, avec une situation administrative privilégiée pour la France. Ce statut suscite les protestations de l'Italie (fasciste), qui reçoit en 1926 l'appui de l'Espagne dictatoriale de Miguel Primo de Rivera (1923-1930) : la France bat en retraite (mais la prépondérance française subsiste) et le statut est révisé en juillet 1928. L'Espagne obtient le droit de désigner le commandant de la police tangéroise et l'Italie a droit dans l'administration de la ville à une place équivalant à celle de la Grande-Bretagne.

La Tunisie pose elle aussi une question internationale. Dès octobre 1918 (*sic*), le gouvernement français refuse de reconduire pour une longue durée, mais seulement de trois mois en trois mois, la convention franco-italienne de 1896. Cela provoque la **protestation de l'opinion publique italienne**, dont une partie en vient à réclamer l'égalité des droits politiques avec les Français. La **tension diplomatique atteint son apogée en 1926**, lors du voyage à Tunis d'Italo Balbo (1896-1940), qui affecte d'ignorer les autorités françaises. Les deux gouvernements restent sur leurs positions : la France menace le statut des Italiens, l'Italie répète ses revendications.

Dans l'ensemble du « **Levant français** », il se manifesta les mêmes influences panislamiques qu'en Afrique du Nord. La France, dont les intellectuels et les diplomates connaissaient bien le Levant, depuis longtemps, essaya la tactique du diviser pour régner (*divide ut imperes*) : elle joua la politique des minorités, **sépara en 1920 la Syrie et le Liban**, l'ancien *vilayet* ottoman du Liban étant rebaptisé « Grand Liban » (*sic*) après adjonction de territoires traditionnellement considérés comme syriens, la plaine de la Bekaa, Tyr et Sidon. La division fut entérinée par la SDN en 1922, mais le mandat avait rendu obligatoire l'octroi d'une constitution... De plus, il se révéla un **nationalisme syrien, réclamant une « Grande Syrie », héritière de l'Assyrie...**

L'évolution du Liban se fit dans le cadre d'une sorte de mosaïque, bien sûr, d'autant plus que la France a créé un Grand Liban, les Maronites (chrétiens)

1 D.Rivet, dans J.-Fr.Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. « Quadrige », 1 254 p., p. 580.

2 D.Rivet, dans J.-Fr.Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. « Quadrige », 1 254 p., p. 580.

accueillant très bien la France. L'évolution fut relativement paisible, **la France s'appuyant sur les chrétiens maronites** (un peu moins de la moitié de la population, alors), francophiles, contre les musulmans chiïtes, sunnites, etc. **La constitution fut accordée en 1926** : elle créait une république parlementaire, avec un président et deux chambres, mais la France maintint illégalement au pouvoir un président francophile. Le Front populaire sera, toutefois, une rupture.

L'évolution de la Syrie fut toute différente. Les musulmans ne furent pas favorables à la présence française et à la politique française de préservation des droits des minorités, ils voulaient un état unitaire centré sur Damas ; un vigoureux nationalisme syrien se développa. Ici, la France dut imposer son mandat par la force : la Grande-Bretagne encourageait Fayçal, fils de leur protégé Hussein, à s'installer définitivement à Damas — qu'il occupait militairement depuis 1918 — et à se proclamer roi de Syrie, ce qu'il fit. En 1920, le général Henri Gouraud (1867-1946) le chassa par la force, et la Grande-Bretagne lui donna, en compensation, le trône d'Irak ! **La France espéra jouer des divisions ethniques et religieuses : elle balkanisa le territoire**, créant les « États » d'Alep, de Damas et des Alaouites **1** et deux districts séparés (le Sandjak d'Alexandrette **2** et le Djebel Druse), ne réunissant l'ensemble en un État unitaire qu'en 1924 seulement.

En 1925 éclata la rébellion générale des Syriens, pudiquement dite en France « des montagnards druses » (Musulmans chiïtes), pour exiger le retour à l'autonomie. Il fallut deux ans et même le bombardement aérien de Damas en 1926 pour réprimer l'insurrection, sans éteindre le nationalisme syrien. Une constitution fut accordée en 1930, elle était à peu près semblable à celle du Liban. Elle consacrait donc la séparation entre Liban et Syrie, provoquant le refus des Syriens. Mais, la même année, la Grande-Bretagne accordait l'indépendance à l'Irak !

1 La France, soucieuse de se ménager la minorité alaouite (11 % de la population syrienne), la dote dès 1920 d'un « territoire autonome », administré par un gouverneur français. En 1930 le territoire devient le « gouvernement de Lattaquié ». Dans les années trente les Alaouites vont concevoir un projet de rattachement au Liban.

2 Circonscription territoriale ottomane, le Sandjak d'Alexandrette, situé au nord de la côte syrienne, est promis à la France par les accords Sykes-Picot de 1916. Comme il est rattaché au mandat français sur le Levant, de nombreux Arméniens rescapés du génocide de 1915 s'y réfugient après l'évacuation de la Cilicie (sud de l'Anatolie) par la France en 1921.

4. La France et les Français face aux colonies, dans les années 20

En Afrique subsaharienne et à Madagascar il y eut toute une politique de mise en valeur de l'Empire, notamment le **plan Sarraut**, lancé en avril 1921 : Albert Sarraut (1872-1962) était ministre des Colonies (*cf.* sa biographie plus haut). Il s'agissait d'un ensemble de grands travaux d'infrastructures, financés par les réparations allemandes. Il ne fut que très partiellement appliqué, en particulier les liaisons entre colonies demeurèrent à l'état de projet, notamment le chemin de fer transsaharien, un vieux fantasme, mais avec quelques débuts de réalisation, très tardifs ¹. Il apparut quand même une « route mandarine » de Saïgon à Hanoi ; et même des liaisons aériennes entre la France, le Maroc et l'A.O.F., dès le début des années 1920.

L'**anticolonialisme de la SFIO** est modéré et partiel ; c'est la spécialité de Marius Moutet (1876-1968). Le **PCF** critique d'abord à la fois le colonialisme et les nationalistes « bourgeois » ou « féodaux », puis, au milieu années 20, il soutient les nationalistes, comme ceux du Destour, et Khaled devient le premier président d'honneur de l'Étoile nord-africaine. Et il y a le fameux télégramme à 'Abd el-Krim...

Les colonies sont un champ privilégié du commerce extérieur français, de l'exportation des capitaux français, avec les « mythes et réalités de l'investissement colonial » français qui font le cœur de la thèse de Jacques Marseille (1945-2010) ². Mais paradoxalement l'attitude générale de l'opinion est faite d'indifférence et de méfiance ; elle est inchangée et explique que les Français n'émigrent que peu vers leurs possessions, même les plus proches. Qu'advient-il du parti colonial ? Une **Ligue maritime et coloniale naît en 1921** ; elle publie *Mer et Colonies*, elle prétend avoir 700 000 adhérents, mais en a réellement entre 20 000 et 30 000 ! Des hommes politiques, des groupes économiques envisagent sans sourciller de céder des colonies, ou d'en échanger — « lâcher » les colonies d'Amérique et/ou d'Asie, obtenir les enclaves britanniques en AOF, vendre des colonies aux États-Unis, etc. — ce à quoi d'autres s'opposent ; ainsi Herriot déclare : « Les colonies sont les filles de la France, une mère ne vend pas ses enfants. » **D'autres songent à associer l'Allemagne à l'œuvre coloniale, par le biais de l'« Eurafrique »**, concept inventé par le comte Richard Coudenhove-Kalergi (1894-1972), diplomate autrichien, devenu Tchèque après le traité de Saint-Germain ³.

¹ B.Carrière, « Le transsaharien », *Acta Geografica*, n° 74, pp. 23-39.

² J.Marseille, *Empire colonial et capitalisme français, Histoire d'un divorce*. Albin Michel, 1984, 464 p., réédition, Seuil, coll. « Points », 1989, 460 p., réédition, 2005, 644 p.

³ *Cf.* Ch.-R.Ageron, « L'idée d'Eurafrique et le débat colonial franco-allemand de l'entre-deux-guerres », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 1975, pp. 446-475 ; Y.Montarsolo, « Construction européenne, colonisation, décolonisation. L'Eurafrique, contrepoint de l'Europe », *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2008, pp. 289-291.

La métropole est très mal renseignée sur ses colonies, malgré un **assez grand nombre de publications, individuelles ou collectives, comme, à la fin de la décennie l'*Histoire de la colonisation française* de Hanotaux & Martineau (1929-1933)**. La grande presse publie de grands reportages, comme ceux d'Albert Londres (1884-1932) **1** ; le cinéma s'ouvre un peu aux colonies, avec un petit 5 % de la production française, mais les grands films, *L'Atlantide*, *La Bandera*, *Pépé le Moko*, *Un de la Légion...*, avec des rôles d'Arabes presque toujours tenus par des Européens **2**, sont de la décennie suivante. Il y a un effort de propagande officielle, pour « la plus grande France », les « cent millions de Français » ; le centenaire de l'Algérie française est préparé ; les programmes d'enseignement sont transformés, la « formation de l'empire colonial français » apparaissant dans les classes d'histoire du Secondaire en 1925 (**3**). Des **lieux communs coloniaux apparaissent dans la rhétorique politique**, comme l'expression « provinces d'outre-mer », comme l'adage « la Méditerranée traverse la France comme la Seine travers Paris », etc. Seule la certitude d'un traitement plus élevé attire dans l'empire quelques militaires et fonctionnaires, toujours soucieux de revenir au plus vite en métropole ! Il y a néanmoins des exceptions, quelques passionnés d'aventure toujours, et, caractéristique de l'entre-deux-guerres, des amoureux du Sahara **4**.

Surtout, un très large public manifeste un intérêt passionné pour les grandes randonnées automobiles, en particulier **les Croisières noire (1925) et jaune (1933)**. Quotidiennement, le monde colonial tient une place accrue dans la presse et la « littérature coloniale » se développe ; les milieux catholiques connaissent l'importance de la communauté catholique, indigène, d'Indochine (deux millions de fidèles sur 23 millions d'habitants en 1939, soit un pourcentage considérable) ; l'Exposition coloniale de Marseille, en 1922, la deuxième après celle de 1906, connaît un réel succès qui tient en haleine le public quant à la préparation de celle de Paris en 1931, largement suivie par la presse. En réalité c'est dès 1919 qu'est envisagée une **exposition coloniale à Paris**, il est vrai nationale, en 1920 une loi prévoit une exposition coloniale interalliée en 1925, elle est reportée à 1928 puis 1929. Entretemps une nouvelle loi lui avait donnée l'intitulé, définitif, d'Exposition coloniale internationale. En 1927 **Lyautey**, démis de son poste au Maroc et fort dépressif, reçoit en compensation la direction de l'exposition. Il se passionne pour

1 P.Assouline, *Albert Londres. Vie et mort d'un grand reporter. 1884-1932*, Balland, 1989, 632 p.

2 Exemple fort célèbre, celui de Lucas Gridoux (pseudonyme de Lucas Grimberg, 1896-1952), dans le rôle de l'inspecteur Slimane de *Pépé le Moko*, après avoir joué Judas pour Julien Duvivier et s'être imposé comme le traître du cinéma français.

3 Une copieuse géographie coloniale française sera introduite dans l'enseignement primaire (1938) et secondaire (1937).

4 M.Roux, *Le désert de sable. Le Sahara dans l'imaginaire des Français (1900-1994)*, L'Harmattan, 1996, 204 p.

cela et demande un nouveau report, à 1931 (1). Quelques groupes de pression anciens se renforcent, le Redressement français de Mercier 2 et la Ligue maritime et coloniale naissent. Cependant l'apogée du sentiment colonial, de l'idée coloniale, se situera, non pas comme il a été souvent dit au moment de l'exposition de Vincennes, mais à la Libération...

La légitimité du lien colonial n'est guère remise en cause dans la grande opinion publique. Les méfaits de la colonisation, quand ils sont connus, sont vus comme le fait d'hommes ou de gouvernements particuliers et déviants, la colonisation n'étant pas jugée comme un mal en soi. Toutefois **une très abondante littérature de dénonciation des abus du colonialisme est publiée en France dans l'entre-deux-guerres.** André Gide (1869-1951) publie en 1927 le journal de son *Voyage au Congo* dans lequel il fustige l'administration coloniale, les grandes compagnies concessionnaires et la mentalité colonialiste européenne. L'année suivante il donne la suite de son journal avec *Retour du Tchad* 3. Le rôle d'intellectuels, comme le professeur de philosophie **Félicien Challaye** (1875-1967), condamnant radicalement le système colonial 4, est important, comme celui de la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale, internationale, fondée à Bruxelles le 10 février 1927 et présidée par Albert Einstein (1879-1955). Le poids des intellectuels est renforcé par l'ambiguïté de la position des partis politiques de gauche, comme le parti communiste.

Chez tous, dirigeants, opinion publique et groupes, domine, comme dans le reste du monde européen, une **bonne conscience coloniale, sans remise en cause du bien-fondé de la domination coloniale.** L'habitude s'est prise de dire qu' « on a beaucoup fait pour l'indigène », on insiste sur la « mise en valeur », on parle de « fait colonial », acquis, pour le plus grand bien du colonisé, qui accède ainsi à la Civilisation, et la colonisation unifierait les nations ! De plus, la Première Guerre mondiale a accru la justification de la colonisation... Comme ailleurs en

1 D.Grandsart, *Paris 1931. Revoir l'exposition coloniale*, Paris, Éditions FVW, Distribution Vilo, 2010, 263 p., *passim*.

2 Notice par O.Dard, dans J.-C.Daumas dir., *Dictionnaire historique des patrons français*, Flammarion, 2010, 1 614 p., pp. 1211-1214, Laurence Badel, *Un milieu libéral et européen. Le grand commerce français. 1925-1948*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1999, 576 p., *passim*, et F.Monnet, *André Tardieu et la rénovation de la République*, thèse, Genève, 1990, 507 p., pp. 77 & suiv. Aussi M.Lévy-Leboyer & H.Morsel, tome II de l'*Histoire de l'électricité en France*, Fayard, 1995, 1 438 p., *passim*.

3 Les deux ouvrages sont publiés chez Gallimard (249 et 252 p.) et sous-titrés *Carnets de route*. Ils ont été traduits en plusieurs langues et plusieurs fois réédités.

4 J.Beausoleil & P.Ory dir., *Albert Kahn, 1860-1940. Réalités d'une utopie*, Boulogne, Musée Albert Kahn, 1995, 407 p., pp. 157-167, et J.-F.Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Thèse, Fayard, 1988, 721 p., réédition, PUF, coll. « Quadrige », 1994, 720 p., pp. 456-457. Notices dans N.Broc, *Dictionnaire illustré des explorateurs français du XIXe siècle*, CTHS, 1988-1999, 4 vol.

Europe les voix anticoloniales sont très minoritaires (on a vu plus haut André Gide). Mais Lyautey ne cesse de mettre en garde contre le penchant français à l'administration directe. Bien sûr, les aspirations nationales sont niées et de nombreuses formules montrent à cet égard l'aveuglement : Albert Sarraut déclare en 1931 que « Tous ceux de nos protégés dont la sagesse est faite de l'expérience du passé et de l'observation attentive du présent ont peur de l'indépendance. »

Cependant, ces certitudes s'accompagnent d'une **grave absence de doctrine coloniale véritable** (entendons pour ou contre la colonisation) dans la plupart des partis, même à gauche, et le phénomène se nourrit lui-même. Corollaire, la **parcimonie budgétaire française**, caractéristique : l'empire colonial représente 1 à 2 % du budget, seulement, et la tradition républicaine veut que les colonies se suffisent à elles-mêmes... Hors du budget étatique, les investissements privés métropolitains dans l'outre-mer sont faibles. Seuls le Maroc — où Lyautey déploie une activité considérable et réussit à attirer l'attention grâce à une propagande intelligente — et l'Indochine voient affluer les capitaux français. **L'impérialisme colonial français est d' « organisation » et non d' « expansion »** : l'administration locale est omnipotente et l'idée d'autarcie impériale domine. L'impérialisme est d'organisation, cependant l'acte de naissance officiel de l'Empire n'est jamais vraiment signé : la France a un empire colonial, mais elle n'est pas prête à être un Empire, c'est la remarque amusée (?) de Charles-Robert Ageron (1923-2008). Il ne sera plus question d' « Empire » après la déclaration de guerre de septembre 1939, mieux vaudra célébrer l'unité et la fidélité de l'Empire, et prétendre que l'Empire a été réalisé de fait par la guerre !

5. L'économie et la société des colonies françaises

Derrière l'apparent immobilisme de l'empire colonial français, une évolution se dessine, évolution profonde et cachée qui engage l'avenir plus qu'elle ne modifie le présent. Et l'on s'explique mal l'échec des tentatives de réforme. L'essentiel ? Les années 20 voient une expansion économique dans l'empire français, comme dans tous les empires coloniaux. Toutefois les progrès économiques sont très inégaux. Depuis longtemps, l'économie des pays colonisés était orientée vers la **satisfaction des besoins des métropoles** et la France métropolitaine s'est habituée à la Belle Époque à se fournir en caoutchouc en Indochine et en phosphates au Maroc. En échange de leurs matières premières les colonies, dépendantes et rendues après la guerre sensibles aux prix mondiaux, absorbent des produits fabriqués métropolitains et la France, comme tous les pays colonisateurs, freine l'industrialisation de ses colonies : l'empire colonial français n'a pas son Inde. Autre élément de base, l'équipement des colonies françaises est peu fait par la métropole car celle-ci ne paie, en fonction de la loi de 1900, que l'administration et l'armée, le reste étant financé sur place par l'impôt.

Le poids des colonies, tout au moins hormis les trois pays d'Afrique du nord, dans l'économie métropolitaine et dans le budget de l'État est minime : 1/60 encore en 1938 ! Cependant les milieux politiques français ont une vision exactement inverse. Même Doriot, alors communiste, dit en 1928, pour souligner l'exploitation capitaliste, que « sans les colonies, le pays serait vraisemblablement en état de faillite » ! Toutefois les liens avec la métropole se resserrent dans les années 20 — la part des colonies dans le commerce extérieur français passe de 12 % en 1913 à 16 % en 1929 (avec toujours une supériorité des exportations de la métropole sur les importations) — et l'idéal d'autarcie est exprimé par Albert Sarraut, ancien gouverneur général d'Indochine devenu ministre des Colonies, en 1925 ; cette autarcie impériale profite beaucoup aux colonies, qui vendent à la métropole leurs marchandises plus cher qu'aux cours mondiaux. À la suite de la Crise, la France se repliera économiquement sur son empire, le pourcentage passant à 27 %, avec un renversement de la répartition entre les exportations et les importations. **Dans certaines colonies, le progrès économique est fort, il est, alors, le fait de puissantes sociétés. C'est le cas de l'Indochine,** pour ce qui concerne les houillères du Tonkin (qui produisent près de deux millions de tonnes de charbon) et des plantations d'hévéa (caoutchouc) de l'Annam et du Cambodge. **Mais la crise de 1929 sera particulièrement grave en Indochine.** Le Maroc est la terre d'élection de l'entreprise capitaliste coloniale, dans les mines de Zellidja et de Bou Arfa, dans les gisements de phosphates et dans le capital de la Banque chérifienne, où la France — la Banque de Paris et des Pays-Bas, et non l'État ! — a absorbé en 1919

les parts allemandes, autrichiennes et russes ¹. Mais le plus souvent le modernisme et le progrès ne sont le fait que de colons isolés ou de petites compagnies sans grands moyens financiers et techniques, qui essaient une mise en valeur limitée dans le temps et l'espace, ainsi dans les « périmètres irrigués » d'Algérie, où un programme de barrages est lancé en 1920, mais très incomplètement réalisé en superficie (au 1/3 en 1945 !) et en qualité, les terres irriguées étant accaparées par les plus gros propriétaires. Partout le réseau ferré construit dans l'entre-deux-guerres est médiocre ; la seule réalisation notable est le **chemin de fer Dakar-Bamako** (1923, c'est le futur Dakar-Niger). Les désastres humains peuvent être effroyables (20 000 morts par la construction du Congo-Océan construit par la Société de construction des Batignolles ² !) ; le Transgabonais est abandonné ; le **mythe du Transsaharien** continue son bonhomme de sable, il est en fait supplanté par les transports routiers. C'est au Maroc que les infrastructures de commerce et de transports sont les plus développées, mais l'Indochine est dotée d'un embryon de réseau ferré et des infrastructures portuaires dotent Madagascar.

D'autres disparités sont sensibles, en particulier les **énormes divergences dans les revenus**. L'exemple indochinois de 1931 est clair : le revenu moyen d'un Européen non fonctionnaire (il y en a 16 000) est d'environ 5 000 piastres, celui d'un « indigène » (il y en a 9,6 millions) est de... 49 piastres ! Le niveau de vie moyen s'est aggravé partout aux colonies pour trois raisons, dont la première est la perte de terres cultivables au profit des gros colons, qui y font des cultures spéculatives, au détriment des cultures vivrières, les deux cas emblématiques étant celui du vignoble d'Algérie et celui des moutons de la même colonie, deux fois moins nombreux en 1939 qu'en 1914. Les deux autres raisons sont l'accroissement de la fiscalité et la pression démographique. Revenons sur la distinction, évoquée partiellement à l'instant, entre gros colons européens, petits colons et indigènes ; elle est classique, mais dans de nombreux cas, les petits colons tendent à reculer, c'est le cas en Algérie, où beaucoup quittent la terre, renforçant la catégorie des gros colons (dans certains cas, minoritaires) et la population urbaine (plus sûrement). La petite colonisation périclite encore plus nettement à Madagascar. Quant à la **lourdeur des impôts**, l'Indochine offre une caricature : l'indigène y doit à peu près un mois de travail pour payer ses impôts directs plus des impôts indirects, avec une consommation minimale de sept litres d'alcool par an ! Dans plusieurs circulaires administratives, on trouve des phrases

¹ En 1931, la France rachètera les parts anglaises...

² Deux thèses : Rang-Ri Park-Barjot, *La Société de construction des Batignolles. Des origines à la Première Guerre mondiale, 1846-1914*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2005, 542 p. et Anne Burnel, *La Société de construction des Batignolles de 1914 à 1939. Histoire d'un déclin*, Genève-Paris, Droz, 1995, 362 p. (pp. 169-199 pour le Congo-Océan). La Société avait été fondée en 1846 par Ernest Gouin (1815-1885).

de ce genre : « Les villages qui auront consommé beaucoup seront récompensés, ceux qui auront consommé ou vendu peu seront punis »...

La **scolarisation progresse partout**, mais n'atteint qu'une partie de la population d'âge scolaire et en Algérie il y aura encore un million d'enfants illettrés en 1938. En Côte d'Ivoire (quatre millions d'habitants), il n'y aura à la même date que 10 000 élèves seulement, dans les écoles de missionnaires le plus souvent. Cette insuffisante scolarisation permet néanmoins de dégager des élites profondément attachées à la culture française et de former les premiers instituteurs : l'École normale primaire William Ponty sera fondée à Dakar en 1937. Mais d'une part la scolarisation est très faible dans le secondaire et le supérieur, d'autre part ne forme-t-elle pas de pseudo-élites indigènes, dotées seulement d'un certificat d'études mais se croyant capables d'exercer un métier « noble » ? Pour cela ces indigènes désertent leurs villages pour les villes et fuient les métiers manuels pour des emplois hypothétiques.

En matière d'évolution juridique et politique, c'est aussi la faiblesse : quelques aménagements de détail modifient parfois le statut de telle ou telle colonie mais on est loin du programme envisagé, ici aussi, par Albert Sarraut. Une **loi est votée pour l'Algérie, au lendemain de la guerre, en 1919**. Désormais, les indigènes peuvent accéder à la citoyenneté française, mais sous de très nombreuses conditions, ce qui donne un corps électoral de 421 000 électeurs « musulmans » pour les élections municipales, et seulement elles. Jusqu'en 1940, l'Algérie n'est représentée à Paris que par 6, puis 9, puis 10, députés et par trois sénateurs, élus par les seuls citoyens (Français d'Algérie et naturalisés). En Tunisie, en 1930, et avec la bénédiction de la République laïque, il se tint « à Carthage », c'est-à-dire à Tunis, un grand congrès eucharistique destiné à célébrer le premier siècle de la reconquête chrétienne de l'Afrique du Nord : on fit défiler en anges ou en croisés les enfants des Missions... à peu près tous juifs ou musulmans bien entendu. Le cas du Maroc a été vu plus haut.

En dehors de l'Algérie, des assemblées locales apparaissent un peu partout et se juxtaposent aux fonctionnaires d'autorité, mais elles sont dépourvues de toute représentativité réelle. Elles mêlent à quelques notables indigènes, soigneusement triés par l'administration, des représentants des Français résidant dans la colonie. En Indochine, par exemple, le Grand Conseil des Intérêts économiques et financiers (créé en 1928) est formé de 38 Français et de 28 indigènes. Lorsque les délégués sont élus — c'est le cas au Conseil colonial sénégalais — c'est au suffrage restreint. Dans toutes les colonies on trouve, en outre, des délégations financières, des conseils municipaux, des conseils généraux,

etc. Toutes ces assemblées, les anciennes et les nouvelles, n'ont qu'un rôle consultatif.

Les autres transformations sont peu nombreuses : la nécessité de rendre compte chaque année de la gestion des mandats sur la Syrie, le Liban, le Togo et le Cameroun, le souci plus grand de l'administration coloniale (d'organisation inchangée) d'améliorer la santé et l'instruction publiques et **l'organisation d'une nouvelle colonie, la Mauritanie, en 1920**, une « Cendrillon » coloniale dont le gouverneur réside à... Saint-Louis-du-Sénégal (une véritable capitale, Nouakchott, sera fondée seulement en 1957, à la veille de l'indépendance de la Mauritanie).

Insatisfaite car la convention de Londres de 1915 n'a pas été respectée, **l'Italie** développe dans le domaine colonial aussi la thèse de la « victoire mutilée ». Elle reçoit en 1919 une maigre satisfaction : d'une part un léger agrandissement de la Libye au détriment de l'Algérie et le statut particulier des Italiens de Tunisie est confirmé ¹.

¹ La Grande-Bretagne cède aussi des territoires, égyptiens et somaliens.

6. La préhistoire des nationalismes dans les années 20

L'opinion publique métropolitaine n'a nullement conscience qu'une force centrifuge anime les possessions d'Outre-Mer, au contraire chacun se plaît à louer la *Pax gallica* et plaint plus ou moins hypocritiquement les Anglais, qui semblent en proie à des difficultés plus graves que celles que la France rencontre... Comme l'écrira Léopold Sedar Senghor : « Seigneur, pardonne à la France qui montre la voie droite et chemine par les sentiers obliques. » En Indochine naissent pourtant des partis nationalistes, voisins des grands mouvements anti-impérialistes de Chine et d'Inde et sensibles à l'exemple japonais de la victoire sur la Russie en 1905 et sur l'Allemagne en 1914. Il y a en Indochine à la fois des mouvements modérés, recrutant dans la moyenne et la petite bourgeoisie, favorables à l'association avec la France, et des sectes, comme les **Caodaïstes**, fidèles d'une nouvelle religion (1926) synthétisant les messages de Bouddha, Lao-Tseu, Confucius, du Christ, de Mahomet et même de Victor Hugo... Ils sont environ 500 000 à la fin de la décennie. **Le premier grand parti nationaliste, annamite et indépendantiste est le VNQDD (*Việt-nam Quốc Dân Đảng*) qui est fondé le 25 décembre 1927. Il est imité du Guo Mindang chinois, républicain et il rêve d'une indépendance obtenue grâce à la Chine ; son chef est l'instituteur Nguyễn Thai Hoc (1902-1930). Les fondateurs du VNQDD avaient auparavant, en 1926, de concert avec un éphémère premier Parti communiste indochinois, fondé à Canton en 1917 par des émigrés ¹, rédigé une pétition nationale réclamant de grandes libertés, l'accession plus facile à la nationalité française et le droit de participer à l'administration.**

Le Maghreb ne peut dans les années 20 poser que des problèmes capitaux à la France, à cause de la proximité géographique et du poids démographique des trois pays. Mais il y a une opposition profonde entre l'Algérie, où le nationalisme ne trouve pas, à ce moment, de support solide dans l'histoire, et le Maroc et la Tunisie, qui ont des souverains, des administrations, des justices, un enseignement en arabe qui se développe rapidement... **En Tunisie** est fondé en 1919 le Parti libéral tunisien de la Constitution, **le Destour**, un parti panarabe, qui a la sympathie de beaucoup de nationalistes d'autres nations. Il réclame une constitution et une assemblée législative tunisienne, élue au suffrage universel ². D'autre part **le mouvement syndical tunisien est très important**, avec création d'une CGTT (Confédération générale du travail tunisienne) par Mohamed Ali El Hammi (1890-1928) en 1924. La France mène en Tunisie une politique de répression. Le bey est même obligé de désavouer ses sympathies présumées pour le Destour.

¹ Un deuxième parti communiste indochinois sera fondé en 1930. Il en sera traité dans le chapitre 23.

² Il connaîtra en 1934 une très importante scission, dont il sera traité au chapitre 23.

Mais la France crée en 1922 le Grand Conseil de Tunisie, constitué de 56 Français et de 41 indigènes, délibérant séparément (et toute discussion politique y est interdite !). La puissance coloniale « francise » et « algérianise » la Tunisie : des Français peuplent les services techniques du bey, le monopole du pavillon est établi, etc.

Au Maroc, immédiatement après la guerre Lyautey francise l'encadrement du protectorat et reprend la conquête. L'événement capital des années 20 est **la guerre du Rif**, dont l'importance a motivé son traitement un peu plus haut. **En Algérie** plusieurs courants anticolonialistes se manifestent dans l'entre-deux-guerres. Le premier est formé par **les intellectuels francisés** (dans les écoles et les lycées français), par exemple le docteur Mohammed Saleh Bendjelloul (1893-1985) et le pharmacien Ferhat Abbas (1899-1985) ¹. Ils reprennent l'action des Jeunes Algériens, mouvement antérieur à la Grande Guerre, renforcé par elle (à cause de l'importance du sacrifice en hommes) et revendiquant l'égalité des droits politiques avec les Français. Mais **quelques-uns refusent l'assimilation, ils sont dirigés par l'émir Khaled** (1875-1936), élève des pères lazaristes en Syrie, Saint-Cyrien qui avait préparé, boursier, l'École à Louis-le-Grand, officier étranger de l'armée française, décoré de la Légion d'Honneur, mais ayant refusé de demander la naturalisation française, réformé à 100 % d'invalidité, et petit-fils d'Abd el-Kader. Khaled est élu triomphalement au conseil municipal d'Alger, puis au conseil général et aux Délégations financières. Les **partisans de l'assimilation**, majoritaires au sein de ce courant, ne s'opposent pas à la France, mais à l'immobilisme qui refuse aux musulmans le droit de vote et ne leur accorde pas le bénéfice des lois sociales françaises. Ils tentent à trois reprises de négocier loyalement les modalités d'une intégration progressive de la communauté musulmane dans le corps électoral : c'est une suite d'échecs.

Le deuxième courant est le mouvement des *Ouléma* (*'ulamâ'*, docteurs de la Loi) ². Leur leader est le *cheikh* Abd el-Hamid Ben Badis (1889-1940). Le mouvement réfléchit sur les événements encourageants du Moyen-Orient : Mustapha Kemal en Turquie, l'indépendance de l'Égypte en 1922 et la révolte des Druzes. Or la France a été contrainte de renoncer aux « capitulations » (privilèges économiques et culturels) en Turquie (traité de Lausanne, 1923) ³ ! Deux tendances dans le mouvement : les « passéistes » prônent le retour à l'orthodoxie coranique et la lutte contre les pratiques hérétiques des marabouts (ils sont pour l'ouverture

¹ Cf. M.Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, trad. fr., La Découverte, 2017, 447 p., p. 383.

² Ils seront regroupés en une Association en 1931.

³ Même chose en Égypte en 1937.

d'écoles coraniques et l'enseignement de l'histoire de l'Algérie); les « progressistes » sont favorables à des réformes sans indépendance. Le mouvement des *ulamâ'* rejoint Ferhat Abbas sur les questions du suffrage universel et de l'égalité politique avec les Français, et il veut un Maghreb unifié.

Le troisième courant est le mouvement de Messali Hadj. Ahmed Messali Hadj (1898-1974) avait été soldat de 14-18, puis ouvrier en France. Il rassemble les ouvriers travaillant en France ou l'ayant fait ; il s'agit donc d'une clientèle prolétarienne et d'un mouvement beaucoup plus révolutionnaire, grosses différences avec les deux courants précédents. Mais il y a une ressemblance avec les Oulémas : il est imprégné de religiosité (*cf.* le « Hadj », ostensiblement revendiqué), de panarabisme et de nationalisme maghrébin. En juin 1926 est fondé par Messali à Paris **l'Étoile Nord-Africaine**, dans la filiation du PCF, mais les distances sont vite prises, dès 1928 (1).

Dans l'ensemble du « Levant français », il se manifeste les mêmes influences panislamiques qu'en Afrique du Nord. C'est la raison pour laquelle nous avons présenté l'évolution du Liban et de la Syrie plus haut. **L'Afrique subsaharienne** ignore l'agitation nationaliste. Les seules manifestations de masse sont sociales plus que politiques, par exemple les troubles en Afrique équatoriale française (AEF) dus aux abus provoqués dans le travail forcé. Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, ce qui importe, c'est le développement du mouvement syndical. Mais à **Madagascar (Malagasy)** l'instituteur Jean Ralaimongo (1884-1944) ², qui réclamait la transformation en département — il était soutenu en France par André Gide et Anatole France — est interné, puis, rentré en 1924, il organise une action contre l'expropriation des Malgaches au profit des grandes concessions, il dénonce les abus de l'Administration et des colons, il proteste contre l'envoi de troupes malgaches pour réprimer la révolte syrienne. Est interné aussi le pasteur Joseph Ravoahangy, apôtre de l'indépendance au sein du **VVS (Vy-Vato-Sakelika, Fer-Pierre-Ramification)**, une société secrète de jeunes Malgaches, existant depuis 1913, et qui recrute dans l'élite.

¹ M.Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, trad. fr., La Découverte, 2017, 447 p., *passim*.

² *Cf.* M.Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, trad. fr., La Découverte, 2017, 447 p., p. 397.

III. Dans les années 30, fin de la colonisation et prémises de la décolonisation

Carte Empire français en 1930

1°) La fin de la conquête coloniale

□ La bonne conscience coloniale mondiale

La mission civilisatrice et humanitaire des Européens est exaltée. Il n'y a guère chez les métropolitains de remise en cause du bien-fondé de la domination coloniale : la colonisation est légitime, elle unifie les nations, la notion de « trésor commun de l'humanité » se répand, on insiste sur la mise en valeur et la Première Guerre mondiale a accru la justification de la colonisation. Kipling est souvent rappelé, Albert Sarraut (1872-1962) titre en 1931 son ouvrage *Grandeur et Servitude coloniales* ¹, et Hubert Lyautey (1854-1934) déclare en 1931 : « Coloniser, c'est gagner à la douceur humaine les cœurs farouches de la savane ou du désert ».

En conséquence, perdure l'ignorance intellectuelle vis-à-vis des grandes civilisations, tandis que la facilité du tourisme à longue distance multiplie les touristes véhiculant les clichés. Bien sûr, l'exotisme colonial est porté aux nues, dans la littérature — Joseph Peyré (1892-1968), *L'Escadron blanc*, 1931 — , la BD — Hergé, *Tintin au Congo*, 1931 : dans l'édition originale, Tintin fait une leçon de géographie sur la Belgique, remplacée par du calcul en 1947 ! — , la chanson — *Mon légionnaire* — , le cinéma — *Les Lanciers du Bengale*, Jacques Feyder ², *Le Grand Jeu*, 1931, Julien Duvivier (1896-1967), *La Bandera*, 1935, Christian-Jacque ³, *Un de la Légion*, 1936, Jean-Paul Paulin (1902-1976), *Trois de Saint-Cyr*, 1939, Jean d'Esme ⁴, *Les sentinelles de l'Empire*, 1939 — , les expositions — Exposition coloniale de Paris-Vincennes en 1931 — , le roman policier, témoin Agatha Christie (1890-1976).

□ La politique coloniale française est-elle singulière ?

La métropole face aux colonies, dans l'entre-deux-guerres : est-ce de l'indifférence ? **L'apogée de l'idée coloniale se situe en France, non pas en 1931, au moment de l'Exposition, mais après la Libération.** L'attitude générale de l'entre-

¹ Éditions du Sagittaire, 288 p., une réédition est parue en 2012 chez L'Harmattan (198 p.).

² Pseudonyme de Joseph Frédéric, 1885-1948.

³ Pseudonyme de Christian Maudet, 1904-1994.

⁴ Pseudonyme de Jean d'Esmenard, 1894-1966.

deux-guerres est faite d'indifférence ou de méfiance, mentalité inchangée expliquant que les Français, malgré des conditions économiques précaires (celles des années 1930), n'émigrent que peu vers « leurs » possessions, même les plus proches. Il existe certes un « Parti colonial », mais les Sociétés de Géographie ont fortement décliné, on vient de le voir, et la Ligue maritime et coloniale, fondée en 1921 et qui publie *Mer et Colonies*, si elle prétend avoir 700 000 adhérents, n'en a en réalité que 20 000 ou 30 000 ! Des hommes politiques, des groupes économiques même envisagent sans sourciller de céder des colonies, ou d'en échanger — lâcher les colonies d'Amérique et/ou d'Asie, obtenir les enclaves britanniques en AOF, vendre des colonies aux États-Unis, etc. —, ce à quoi d'autres s'opposent, Édouard Herriot s'écriant : « Les colonies sont les filles de la France, une mère ne vend pas ses enfants. » D'autres (pacifistes de gauche) songent à associer l'Allemagne à l'œuvre coloniale française, au nom d'une « Eurafrique ».

Une copieuse géographie coloniale française est introduite dans l'enseignement primaire (1938) et secondaire (1937). Surtout, **l'Exposition coloniale de 1931 à Paris** (Porte Dorée, alors Porte de Picpus, et bois de Vincennes) est un beau succès. Elle avait été précédée, on l'a vu, de plusieurs expositions à la Belle Époque et de trois dans les années 20 — Marseille à nouveau en 1922, Strasbourg en 1924 et La Rochelle en 1927 — elle a le statut d'Exposition coloniale internationale, elle est organisée par Lyautey, maurassien ravi d'agir, de construire et de pénétrer un milieu banlieusard populaire, voire communiste. L'exposition accueille un grand nombre de visiteurs — huit millions, dont une moitié de Parisiens ¹ —, séduits par l'ampleur et la modernité relative de l'effort urbanistique et pédagogique — malgré le racisme violent et les « zoos humains » — et elle contribue à créer une plus vive curiosité pour l'Empire (terme officiel), mais le phénomène a été passager : il n'a pas atteint les mentalités en profondeur. La gauche française critique l'Exposition et les communistes, sur injonction de l'Internationale, organisent même une Exposition anti-impérialiste, qui n'a guère de succès (5 000 entrées). De plus, l'exposition s'est tenue à deux mauvais moments, la crise économique et la féroce répression d'un soulèvement en Annam ²...

¹ Il avait été vendu 33 millions de tickets, certains visiteurs venant plusieurs fois, mais des naïfs conclurent à 33 millions de visiteurs, bétise répétée souventes fois jusqu'à présent !

² D.Grandsart, *Paris 1931. Revoir l'exposition coloniale*, Paris, Éditions FVW, Distribution Vilo, 2010, 263 p. ; Ch.-R.Ageron, « L'Exposition coloniale de 1931 », dans P.Nora dir., *Les lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1992, 3 tomes en 7 vol., I,1, pp. 561-593, et notice dans J.-Fr.Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. « Quadrige », 1 254 p., pp. 428-430 ; S.Ageorges, *Sur les traces des Expositions universelles de Paris, 1855-1937. À la recherche des pavillons et des monuments oubliés*, Parigramme, 2006, 187 p., pp. 145-161.

Des Français se demandent si le lien colonial est légitime. Une très abondante littérature de dénonciation des abus du colonialisme est publiée en France dans l'entre-deux-guerres. Les deux plus grands ouvrages sont ceux d'André Gide (1869-1951), *Voyage au Congo* (1926) et *Retour au Tchad*. Sont notables les rôles d'intellectuels — comme le professeur de philosophie Félicien Challaye (1875-1967) ¹, condamnant radicalement le système colonial, comme, aussi, la journaliste Andrée Viollis ² — , d'associations comme la Ligue contre l'Oppression coloniale et l'Impérialisme, internationale, fondée à Bruxelles en 1927 et présidée par Albert Einstein (1879-1955). Mais, **globalement, la légitimité du lien colonial n'est guère remise en cause dans la grande opinion publique**. Les méfaits de la colonisation sont vus comme le fait d'hommes ou de gouvernements particuliers, la colonisation n'est pas un mal en soi... Avec la montée des périls extérieurs se fait jour l'idée que seul l'Empire permettrait d'équilibrer le dynamisme des États fascistes (d'ailleurs les pacifistes se font anticolonialistes) et la Libération verra l'apogée du sentiment colonial chez les Français, bien tard. Les **sondages** sont éloquentes : en février 1939, 53 % des Français estiment que « l'Empire, c'est la France » (43 % d'avis contraires), en septembre 1945, 63 % des Français croiront que l'Indochine est et restera française (12 % d'avis contraires seulement !). En 1939, à la question de savoir si l'on estime « aussi pénible de voir céder un morceau de notre empire colonial qu'un morceau du territoire de la France », on enregistrait certes 53 % de oui, mais 43 % de non ; en avril 1946, 63 % des Français veulent donner à tous les colonisés la citoyenneté française (22 % d'avis contraires), ce qui montrent bien la vogue, tardive, de l'assimilation !

Le phénomène global est évidemment renforcé par l'ambiguïté de la position des partis politiques de gauche (cf. le PC). Il a pour conséquences l'absence de doctrine coloniale véritable (pour ou contre) dans la plupart des partis, même à gauche, un phénomène qui se nourrit lui-même, la parcimonie budgétaire caractéristique : aux colonies sont consacrés seulement 1 à 2 % du budget national ! Les colonies doivent, toujours, se suffire à elles-mêmes. Les investissements privés métropolitains dans les territoires d'outre-mer sont faibles, en dehors du Maroc, où Lyautey déploie une activité considérable et réussit à attirer l'attention grâce à une propagande intelligente, et de l'Indochine. L'impérialisme à la française est plus d' « organisation » que d' « expansion », avec une forte connotation d'autarcie impériale. Bonne conscience et tranquillité dominant, **le fait colonial est considéré comme acquis**, pour le plus grand bien des

¹ J.-F.Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Thèse, Fayard, 1988, 721 p., réédition, PUF, coll. « Quadrige », 1994, 720 p., *passim*.

² Pseudonyme de Françoise-Caroline Claudius Jacquet de la Verrère, 1870-1950.

indigènes, qui accèdent à la Civilisation, et de la France. L'opinion publique, qui ignore à peu près tout des troubles dans les colonies, pense que ces dernières sont d'une fidélité à toute épreuve, la Grande Guerre l'a « démontré ». Cependant, derrière cet apparent immobilisme, une évolution se dessine, évolution profonde et cachée qui engage l'avenir plus qu'elle ne modifie le présent : on s'explique mal l'échec des tentatives de réforme. Et l'acte de naissance officiel de l'Empire n'est jamais signé : la France *possède* un empire colonial, elle n'est pas prête à *être* un Empire (Charles-Robert Ageron). Il ne fut plus d'ailleurs question d' « Empire » après la déclaration de guerre de septembre 1939. Mieux vaut, pensa-t-on, célébrer l'unité et la fidélité de l'Empire, et prétendre que celui-ci a été réalisé de fait par la guerre !

Une évolution intellectuelle d'ensemble se dessine aux colonies dans l'entre-deux-guerres. La scolarisation progresse partout, mais n'atteint qu'une partie de la population d'âge scolaire. En Algérie, en 1938, 100 000 enfants, dont 17 000 filles, sont scolarisés dans des écoles créées par la France ; le taux de scolarisation indigène est passé de 5 à 10 %. En Afrique subsaharienne, le taux est resté au niveau de 5 % en Côte d'Ivoire (4 millions d'habitants), il n'y a que 10 000 élèves, dans les écoles de missionnaires le plus souvent. Ce type de scolarisation permet de dégager des élites professionnelles attachées à la culture française, de former les premiers instituteurs, notamment dans la fameuse École normale William Ponty fondée à Dakar en 1937. Mais la scolarisation est très faible dans le secondaire et le supérieur et forme de pseudo-élites indigènes, limitées au certificat d'études primaires mais se croyant capables d'exercer un métier « noble » : ces adolescents désertent les villages pour les villes, les métiers des pères pour des emplois hypothétiques. Cette piètre œuvre contraste avec l'émergence de la *négritude*.

L'anticolonialisme de la SFIO et la guerre du Rif ont déjà été évoqués. **En ce qui concerne le PCF, le tournant de l'Internationale en 1935 est fidèlement appliqué** : considérable atténuation de l'anticolonialisme, et même discours de Thorez en 1937, dans lequel il parle du « droit à l'indépendance », mais pour ajouter :

« l'intérêt des peuples colonisés est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme. Il faut par conséquent créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples colonisés avec notre peuple. »

La même année, **Thorez** publie un rapport avec la fameuse formule : « le droit au divorce ne signifie pas l'obligation de divorcer ». Une nouvelle volte-face se fait bien sûr observer avec le pacte germano-soviétique (1939).

Depuis longtemps, l'économie des pays colonisés est orientée vers la satisfaction des besoins des métropoles, par exemple en phosphates du Maroc et en caoutchouc d'Indochine. Les conséquences sont la sensibilité aux prix mondiaux et la dépendance économique. En échange de leurs matières premières, les colonies françaises absorbent des produits fabriqués européens, et, bien sûr, la France, comme toutes les métropoles, freine leur industrialisation. Les années 20 voient une expansion économique dans les empires coloniaux, le français en particulier. Mais l'équipement des colonies est peu fait par les métropoles et la France n'échappe pas à la règle. Par exemple la loi française de 1900, toujours en vigueur, érige en règle que la métropole ne paie que l'administration et l'armée, le reste étant financé sur place par l'impôt.

La récession des années 30 aggrave cette dépendance, à cause de la baisse des cours mondiaux des matières premières et du repli de la métropole sur l'empire (ainsi, 45 % des capitaux investis en 1939 contre 10 % en 1914 !). Les grandes sociétés (par exemple, Paribas et Rothschild au Maroc) se taillent la part du lion. La crise accélère l'adoption des idées modernistes lancées dès le temps de Sarraut par la plupart des praticiens de la colonisation. Revenons sur le resserrement des liens avec la métropole. Il est conforme à un idéal d'autarcie, exprimé par Albert Sarraut — ancien gouverneur général d'Indochine devenu ministre des Colonies — en 1925. **À la suite de la Crise, la France se replie économiquement sur son empire.** En 1913 celui-ci représentait 12 % du commerce français (une part beaucoup plus forte dans les exportations métropolitaines que dans les importations), 16 % en 1929, en 1938 on en est à 27 %, avec un renversement de la répartition exportations-importations. L'empire est alors le premier partenaire de la France, et même l'Algérie considérée toute seule, car l'Afrique du Nord représente à peu près la moitié du commerce extérieur français.

Le repli protectionniste sur l'Empire s'accroît dans les années 30 ; il apparut à la Chambre un véritable « lobby autarchique », qui se référa à Colbert et à Méline. En 1935, l'Empire colonial absorbait 32 % des exportations françaises, contre 20 % en 1929. Pourtant les exportations vers l'Empire n'augmentèrent que de 0,1% ; c'était qu'avec le reste du monde elles s'effondraient. Cette autarcie impériale profite beaucoup aux colonies, qui vendent à la métropole leurs marchandises plus cher qu'aux cours mondiaux. En 1934-1935, une véritable économie « impériale » est mise sur pied, un Crédit colonial aidant les grandes entreprises, en prenant le relais des banques privées. En 1936, la piastre indochinoise est alignée sur le franc, une piastre valant 10 francs.

Dans la ligne de la « mystique coloniale », le terme de « colonies » est remplacé en 1935 par « France d'Outre-Mer »¹ et naissent des organismes dits « impériaux ». La Conférence nord-africaine (1932-1933) associe à de hauts dirigeants métropolitains le Gouverneur général d'Algérie et les résidents généraux du Maroc et de Tunisie. Le Haut Comité de la Méditerranée et de l'Afrique du Nord (1935) regroupe les mêmes, le président du Conseil, les quatre ministres concernés et les Hauts Commissaires de Syrie et du Liban. Il y a également une Conférence du Commerce colonial (1933) et une Conférence économique de la France métropolitaine et d'Outre-Mer (1934-1935), mais pas l'équivalent des assises périodiques de l'Empire britannique, qui se tenaient régulièrement depuis 1887.

Si l'Allemagne nazie réclame le retour des anciennes colonies allemandes et suscite un renouveau de l'idée d'Eurafrique, l'Italie est plus précoce et plus précise. Depuis la Première Guerre mondiale, elle est insatisfaite : la convention de Londres (1915) n'a pas été respectée et la victoire est « mutilée » ; il y a eu seulement en 1919 un léger agrandissement de la Libye au détriment de l'Algérie et le statut particulier des Italiens de Tunisie a été confirmé. À noter que la Grande-Bretagne cède aussi des territoires égyptiens et somaliens. Mais l'Italie se déclare toujours insatisfaite, jusqu'aux accords Laval-Mussolini du 7 janvier 1935 : une nouvelle bande (d'Aozou) de territoire au profit de la Libye, un petit territoire somalien au profit de l'Érythrée, mais cette concession n'a que d'éphémères conséquences. L'Italie fasciste lance le 30 novembre 1938 une campagne de revendications sur Djibouti (l'Éthiopie est alors conquise) et la Tunisie, où les Italiens forment un groupe très homogène et nombreux.

2°) Les débuts de la décolonisation dans l'empire français ?

Le mot **décolonisation** est attesté en France dès 1836, dans un manifeste [d'Henri (Boyer-)Fonfrède (1788-1841)] « intitulé *Décolonisation d'Alger*, lequel recommandait l'évacuation de l'Algérie. Le mot figure ensuite avec ses dérivés (décolonisateur, décolonisés) dans un dictionnaire des néologismes : *L'Enrichissement de la langue française [Dictionnaire de mots nouveaux]* (1845) dû à [Jean-Baptiste] Richard de Radonvilliers. Il semble avoir été d'usage chez les seuls adversaires de la colonisation, les "anticolonistes" comme on disait alors, et avoir disparu avec eux pendant toute la période d'expansion coloniale. Le mot

¹ C'est peut-être le legs, rapide, de la création de la revue *Outre-Mer. Revue générale de colonisation*, fondée en 1929 par Georges Hardy (1884-1972), directeur de l'École coloniale. Sur Hardy : Y.Potin & J.-F.Sirinelli dir., *Généralisations historiques. XIXe-XXIe siècle*, CNRS, 2019, 800 p., *passim*, notamment dans la contribution de Pierre Singaravélou.

décolonisation fut repris après la Révolution soviétique par le leader communiste indien Manabendra Nath Roy [1887-1954] [...] ». 1

□ Au Maghreb

Au Maroc, d'une part la pacification du Sud marocain est terminée en 1934, de même que celle de la Mauritanie, la date de 1934 signifiant en quelque sorte la fin de la conquête coloniale française par le nord et par le sud de l'Afrique occidentale. D'autre part, la France commet la lourde erreur du « *dahîr* berbère » (16 mai 1930). Il s'agit d'une loi qui prévoit que les tribunaux d'appel créés en pays berbère jugeront d'après les coutumes berbères et non suivant le Coran. Certains Marocains, en particulier les intellectuels formés à l'Université musulmane Karaouine de Fès (fondée en 859), s'indignent de ce qu'ils considèrent comme une tentative de désislamisation et de division du Maroc, une vieille politique française d'ailleurs. Puis le mouvement de protestation gagne tout le monde arabe ; l'application est différée, enfin **le *dahîr* est retiré.**

En 1934 des intellectuels fondent le **Comité d'action marocain** ; c'est un parti réformiste réclamant l'adoucissement du protectorat et une participation plus effective des Marocains à la marche des affaires ; il présente le 1er décembre 1934 au gouvernement français un plan de réforme, soutenu par la gauche française. Le CAM a une aile gauche indépendantiste, dont le chef est Allal al-Fasî. Enfin, le Front populaire fait une tentative de promouvoir une politique libérale, qu'il n'a pas le temps de mener à bien 2, d'où la déception après sa dislocation et une agitation dans les rues de Meknès et Fès (septembre-octobre 1937), attisée par une intense propagande antifrançaise des radios franquistes (installées à Séville et Tétouan). Les chefs du CAM — Allal al-Fasî (1910-1974), Mohamed Hassan Ouazzani (1910-1978), Ahmed Balafrej (1908-1990) — sont alors déportés et le parti est dissous.

L'Algérie subit les contrecoups de la Crise mondiale : les prix des produits algériens baissent, ce qui coïncide avec la hausse de la natalité. Le Front Populaire présente le projet Blum-Viollette. Maurice Viollette (1870-1960) est un ancien gouverneur général (1925), il est maintenant ministre d'État dans le gouvernement Blum. Il faut dire que le Front populaire avait fait naître de grands espoirs : il avait en effet promis une enquête générale sur la situation « politique,

1 Charles-Robert Ageron, p. 331 de J.-Fr.Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. « Quadrige », 1 254 p.

2 Voir, par Charles-André Julien lui-même, « Léon Blum et les pays d'outre-mer », dans le Colloque *Léon Blum, chef de gouvernement (1936-1937)*, FNSP, 1967, réédit., FNSP, coll. « Références », 1981, 439 p., pp. 377-390. Cette communication fut suivie de celle de Robert Delavignette, « La politique de Marius Moutet au ministère des colonies », pp. 391-394, et d'une discussion générale, pp. 395-406.

économique et morale » dans les colonies. André Gide fit même partie de la commission chargée de l'enquête en juillet 1936. Partout les indigènes essayèrent de profiter de la nouvelle donne à Paris pour obtenir une reconnaissance ; ceux qu'on entendit à cette époque étaient évidemment les plus modérés, ceux qui demandaient l'assimilation, c'est-à-dire la pleine citoyenneté française, y compris le droit de vote. Ainsi, en juin 1936, un congrès musulman se réunit à Alger : il demandait l'octroi aux indigènes de la nationalité française, mais avec le maintien du droit musulman. En collaboration avec Viollette, Blum élaborait un **projet d'assimilation progressive aux termes duquel on eût accordé la nationalité française, sans abandon du droit musulman** (disposition essentielle qui sera reprise dans l'ordonnance de 1944), à quelques dizaines de milliers d'indigènes d'Algérie (vingt et un mille la première année), diplômés, gradés de l'armée ou fonctionnaires, élus et responsables syndicaux. Avant même d'arriver aux Chambres, **le projet Blum-Viollette fut retiré sous la pression des colons** (il y eut un fort regain d'antisémitisme) ; les nationalistes s'y opposèrent aussi, dressant la communauté européenne, qui menaçait de faire la « grève des municipalités ». C'est donc l'échec et le projet ne vint jamais en discussion, d'autant que la Droite et le Sénat s'y opposaient et que les Européens étaient farouchement hostiles à toute évolution ¹.

Plusieurs courants anticolonialistes se manifestèrent en Algérie dans l'entre-deux-guerres. Le premier est formé par les **intellectuels francisés** (formés à la française dans les écoles et les lycées français), par exemple le docteur Mohammed Saleh Bendjelloul et le pharmacien Ferhat Abbas, cités dans un chapitre précédent. **L'échec du projet Blum-Viollette déconsidère les partisans de l'assimilation, mais de ce premier courant sortira, en 1946, l'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA).** Le deuxième courant est, comme nous l'avons vu, **le mouvement des *Oulémas* ('ulamâ', docteurs de la Loi).** Ils sont regroupés en une Association en 1931. Deux tendances, toujours, dans le mouvement : les « passésistes » et les « progressistes ». Le troisième courant, dont nous avons vu la genèse, est **le mouvement de Messali Hadj. L'Étoile Nord-Africaine est transformée en un Parti Populaire Algérien (PPA) en 1937** car Messali Hadj est alors séduit par Doriot et son PPF. Messali organise des meetings et des manifestations, alors que les Oulémas étaient beaucoup plus discrets : ainsi, à Alger, en 1937, une manifestation réclame l'indépendance, qui avait déjà été revendiquée par Messali Hadj en 1927 à Bruxelles au Congrès des Peuples opprimés. Messali Hadj est mis

¹ M. Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, trad. fr., La Découverte, 2017, 447 p., *passim*.

en prison puis exilé, le PPA est interdit, mais ils gagnent une popularité immense. **Le mouvement messaliste s'est donné un drapeau vert et blanc, frappé de l'étoile et du croissant islamique, qui deviendra le drapeau national de l'Algérie indépendante.** De ce troisième courant sortiront après la Deuxième Guerre mondiale le MTLD (Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques, en 1946), puis le FLN (Front de Libération nationale). Paradoxe : pourquoi Messali n'a-t-il pas été le chef, même nominal, du soulèvement de 1954 ? Raison première, la perte du contact avec le peuple algérien (à cause de l'exil). De plus, Messali a toujours été persuadé de son infaillibilité, ce qui a suscité au sein du MTLD une très forte opposition à cette « mystique du chef » : il y aura fondation de l'OS (Organisation spéciale) puis du CRUA (Comité révolutionnaire pour l'Unité et l'Action) puis du FLN. Messali Hadj, ulcéré de cette « scission », la considérera et la proclamera toujours vouée à l'échec et il fondera pendant la guerre d'Algérie le MNA (Mouvement National Algérien) pour faire pièce au FLN. Pour résister au FLN le MNA se compromettra avec la police française et les officiers français. Il sera donc déconsidéré lors de la fin de la Guerre d'Algérie, au moment des accords d'Évian. Messali Hadj ne rentrera pas en Algérie (les autorités algériennes l'« ignorent ») et il mourra en exil (volontaire, cette fois-ci) en France. Ironie du destin messaliste : proscrit d'Algérie par le pouvoir colonial, pour avoir revendiqué l'indépendance de ce pays, il verra s'alourdir encore son exil quand cet objectif sera atteint !

Il y a en Tunisie une scission du Destour, le 2 mai 1934, entre un « Vieux » et un « Néo » Destour. Le Vieux Destour offre un exemple, rare, de parti de notables assez hostile à la France. Conservateur et xénophobe, il s'oriente vers les milieux traditionalistes et religieux et il joue la carte de l'arabisme. **Le Néo Destour est fondé par Habib Bourguiba** ¹. Né à Monastir en 1903, il avait fait des études de droit à Paris, puis Sciences Po. Avocat en Tunisie, il adhère au Destour en 1927, puis fonde donc, le 2 mars 1934, le Néo-Destour, moderne, laïc et populaire. Résolument démocratique, il est appuyé sur les ouvriers ; il réclame la souveraineté tunisienne, fondée sur une démocratie laïque, indépendante et garantie par le suffrage universel ; il organise des manifestations, des grèves et des meetings. En raison de ses prises de positions nationalistes, Bourguiba est interné de 1934 à 1936. À cette date, **le Front populaire entame la discussion entre Pierre Viénot (1897-1944) et Bourguiba**, sur les modalités de l'accession à l'indépendance (étude d'une constitution, etc.), tandis que le nouveau résident assouplit le régime

¹ Cf. M.Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, trad. fr., La Découverte, 2017, 447 p., p. 384.

de la presse, accorde le droit de réunion et d'association. Hélas, **la chute du gouvernement Blum ruine les espoirs et de violentes émeutes éclatent à Tunis le 8 avril 1938**, elles font 20 morts et 40 blessés. La France dissout le Néo Destour, obligé de se réfugier dans la clandestinité, déporte Bourguiba (qui avait été arrêté une première fois en 1934 et libéré par le Front populaire) et procède à 1 500 arrestations. Le nouveau résident, Érik Labonne (1888-1971), établit l'état de siège.

□ Au Levant

Le Front populaire fut une rupture dans l'histoire du Liban, par le traité de Beyrouth du 13 novembre 1936 : l'indépendance était promise, dans un délai de trois ans, moyennant le maintien de l'influence culturelle française, quelques aérodromes militaires et le respect du cadre de la « Grande Syrie » (voir plus loin). Mais le parlement français refusa de ratifier l'accord et la Deuxième Guerre mondiale éclata sans que l'indépendance fût entrée dans les faits : le Liban ne devint indépendant qu'en 1941. **En Syrie, le Front populaire laissa sa marque par les accords Viénot (sous-secrétaire d'État aux Protectorats) passés avec le gouvernement syrien le 9 septembre 1936. Ils octroyaient l'indépendance à une « Grande Syrie » englobant le Liban, moyennant les conditions reprises dans le traité concernant un peu plus tard celui-ci.** C'était donc un très gros progrès mais aussi une façon relativement contournée de satisfaire tout en le neutralisant le mythe de la « Grande Syrie » des nationalistes syriens. À la fin de l'année (le 22 décembre 1936), les accords sont transformés en un « traité franco-syrien », signé à Damas. Mais les fonctionnaires du quai d'Orsay veulent protéger davantage les minorités, les tensions internationales renforcent l'importance des questions stratégiques et pétrolières 1... Le parlement français refuse, en conséquence, de ratifier les accords, alors que des élections, organisées par le gouvernement syrien, ont donné une grosse majorité aux nationalistes syriens ! La France se retrouve déconsidérée, une violente agitation éclate, l'état de siège est maintenu jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

□ Afrique subsaharienne et Madagascar

L'Afrique « noire » ignore l'agitation nationaliste. Les seules manifestations de masse sont sociales plus que politiques, par exemple, les troubles d'AEF par suite des abus nés du travail forcé ou les grèves à Dakar en 1937. Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, ce qui importe, c'est le

¹ Ce qui est bien montré dans F.Pelletier, « Pétrole et enjeux politiques en France. La naissance d'un secteur stratégique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2018, pp. 123-136.

développement du mouvement syndical. Mais à **Madagascar** l'instituteur Jean Ralaimongo (1884-1944), qui réclamait la transformation en département — il était soutenu en France par André Gide et Anatole France — est interné en métropole, puis, rentré en 1924, il organise une action contre l'expropriation des Malgaches au profit des grandes concessions, il dénonce les abus de l'Administration et des colons, il proteste contre l'envoi de troupes malgaches pour réprimer la révolte syrienne. Est interné aussi le pasteur Joseph Ravoahangy Andrianavalona, apôtre de l'indépendance au sein du **VVS** (*Vy-Vato-Sakelika*, Fer-Pierre-Ramification). En 1936 se produisent deux choses, la naissance d'un parti communiste (le PCRM, PC de la région de Madagascar) et la détente avec le Front populaire (par exemple : la suppression du travail obligatoire).

□ En Indochine

Après celui de 1917, **un deuxième PC (le « Parti communiste indochinois », PCI) est fondé en 1930, dans le Nord-Annam** (c'est pourquoi il fut d'abord appelé « parti communiste vietnamien »), mais toujours en liaison avec la diaspora vietnamienne au Japon, en Chine méridionale et au Siam. Il est fondé par **Nguyên Ai Quoc** (« Le patriote », premier surnom, jusqu'en 1940), futur Hô Chi Minh (« Celui qui éclaire »). De son vrai nom Nguyên Sinh Cung, il était né, en 1890, dans une famille de petits fonctionnaires indigènes. Il travaille comme balayeur en Grande-Bretagne puis comme ouvrier en France, de 1917 à 1923. Il adresse à la Conférence de la Paix de 1919 un programme inspiré par le wilsonisme, il essaie, en vain, de rencontrer Wilson, et il participe au Congrès de Tours en 1920, où il adhère au PCF. Il séjourne à Moscou et en Chine entre 1924 et 1930 et participe aux travaux du Komintern. De retour en Indochine en 1930, il fonde le Parti communiste indochinois et en 1941 le Viêt-minh, coalition dirigée contre les Japonais puis les Français. Autres noms importants à citer, ceux de Pham Van Dong (1906-2000) et Vo Nguyên Giap (1911-2013), professeur d'histoire dans une école privée dont la femme, arrêtée, était morte en prison.

L'Indochine fut la première colonie à être touchée par la crise, dès 1930 : l'économie (tout au moins la partie monétarisée de celle-ci) était bien plus extravertie que celle de la métropole, car elle reposait essentiellement sur des exportations de produits bruts à destination du Japon, et la consommation locale était très faible. En 1931, les problèmes de l'agriculture de subsistance aidant (la pression démographique augmentait très vite et les techniques rizicoles ne suivaient pas), la famine régnait en Annam... La crise de 29 fut très grave en Indochine, ce qui aggrava la misère des masses, d'où des troubles. Cependant en Indochine les cultures de plantation connurent un essor rapide, surtout le café, le

thé et l'hévéa, un arbre originaire d'Amazonie introduit au début du siècle et cultivé exclusivement dans de grandes plantations ; ainsi que la filière agroalimentaire qui leur était liée. Mais le plus spectaculaire fut le **boom minier du Tonkin** — la production d'étain fut multipliée par huit, celle de houille par quatre, celle de zinc explosa ; Saigon devint le septième port français ! Les capitaux étaient français, les machines étaient importées de France (à un prix élevé à cause d'un régime douanier défavorable), mais les minéraux extraits prenaient le chemin du Japon.

Le premier acte de la lutte anticoloniale en Indochine fut la mutinerie des tirailleurs annamites à Yen Bay (Tonkin) en 1930, à l'instigation du VNQDD (*Việt-nam Quốc Dân Đảng*, voir plus haut), qui escompte l'extension de l'insurrection à tout le protectorat. Dans la nuit du 9 au 10 février 1930, la garnison se mutine, tue les officiers français, s'empare du dépôt d'armes. Des actions similaires ont lieu dans les provinces voisines, accompagnées d'un soulèvement paysan localisé et de bombes à Hanoi. Mais la population n'ose pas suivre et les mutins ne parviennent pas à prendre le contrôle de Hanoi. S'abat sur eux une **très dure répression** (bombardement de villages, exécutions, envois au bagne de Poulo Condor...), sans qu'on s'en prenne à la racine du mal. Cette terrible répression liquide pratiquement le VNQDD, au profit du PCI. À l'instigation de ce dernier éclatent les révoltes populaires de 1930-1931 : le soulèvement des ouvriers des plantations de caoutchouc Michelin, les révoltes paysannes, surtout dans le Nord de l'Annam, et les grèves de coolies et d'ouvriers. Deuxième vague de répression, dirigée contre le PCI, qui, quelques années après, tient son premier congrès à Moscou, en 1935. Autre politique française, appelée à beaucoup d'« avenir », les « bricolages politiques » au sommet : un nouvel empereur d'Annam, Bao Dai (Vin Thuy, 12 ans !) en 1925, flanqué d'une Commission des réformes, dirigée par le catholique Ngô Đình Diêm, futur président de la République du Viêt-Nam entre 1955 et 1963.

Ici encore, les conséquences du Front populaire sont importantes : des mesures sociales en faveur des ouvriers (journée de 8 heures, relèvement des salaires, etc.) ; les détenus politiques de 1930 (comme Pham Van Dong et Vo Nguyen Giap) sont libérés.

Conclusion : 2^e GM ; Libération, dont les sondages